

**Synagogue de
La Grande-Motte**
**Une attaque et une
arrestation éclair**

PAGES 8-9

Libération

**Hezbollah
et Israël**
**Des tirs et une
guerre de récifs**

PAGES 6-7

PREMIÈRE MINISTRE DE GAUCHE ?

UNE PRESSION, UN DÉNI

Alors qu'Emmanuel
Macron poursuit
ce lundi ses
consultations,
la proposition
des insoumis
d'un soutien sans
participation
à un éventuel
gouvernement
Castets met
les macronistes
au pied du mur.

PAGES 2-5

THIBAUT CAMUS AP ET LUDOVIC MARIN AFP




M 00135 - 436 - F - 2,70 €

EDITORIALPar
DOV ALFON**Fable**

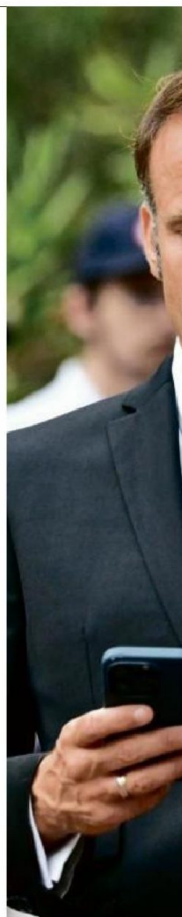
Lucie Castets ? Cachez cette Première ministre que je ne saurais voir. Cinq jours après que les élections législatives qu'il avait manigancées ont porté la gauche en tête des formations politiques, le président de la République semble sombrer dans un déni de plus en plus embarrassant. Après avoir tenté un barrage à l'envers, laissant entendre aux électeurs qu'il refuserait leur choix si LFI devait faire partie du nouveau gouvernement, le voici piégé par

un coup de l'insoumis en chef, qui n'a pas perdu tout son flair politique. Chiche, a répondu Jean-Luc Mélenchon, et quid donc d'un gouvernement de gauche sans aucun ministre de LFI, si ce mouvement s'engageait à le soutenir du dehors ? Tout en ghostant Castets à la manière d'un ado éconduit, la majorité sortante a phosphoré tout le week-end pour trouver une formule de rejet qui semblerait légitime aux yeux des Français, qui ont sacrifié leurs dimanches pour voter. Alors que leur champion doit s'exprimer ce lundi après ses « consultations », la macronie cherche toujours à éviter un gouvernement dirigé par le Nouveau Front populaire, délégitimant au passage la gauche tout entière. C'est peu dire que

la rentrée sociale risque d'être suivie. L'Elysée rappelle encore et toujours que selon la Constitution, le président est le seul arbitre du choix pour Matignon, et que le vote des Français ne l'engage pas. « *Ta justice, c'est ton utilité, ton plaisir, ton caprice.* » Si ses ministres de l'Éducation nationale n'ont pas fait retirer les fables de La Fontaine du programme, Macron pourra relire celle de *L'Homme et la Couleuvre*, ou se contenter du *Loip* et *l'Agneau*, bien utiles pour enseigner aux élèves de CE2 les éléments-types de la mauvaise foi. Tandis qu'il poursuit sa vindicte contre le frère, les bergers ou les chiens de Lucie Castets, il renforce dange-reusement les vents contre la démocratie et le choix des urnes. ◆



Jean-Luc Mélenchon à Châteauneuf-sur-Isère (Drôme), samedi.



A Boulouris-sur-Mer, le

LFI envoie un message

La macronie sur répondeur

Après la proposition de Jean-Luc Mélenchon, samedi, de soutenir un gouvernement NFP dirigé par Lucie Castets sans y participer, les premiers signaux envoyés par l'ex-majorité présidentielle et LR demeurent négatifs.

Par
**DOMINIQUE ALBERTINI,
CHARLOTTE BELAÏCH
et SACHA NELKEN**
Photos **BRUNO AMSELLEM**

Ce lundi, la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet, les représentants du Rassemblement national, leur nouvel allié Eric Ciotti et le président du Sénat, Gérard Larcher, seront successivement reçus à l'Elysée par Emmanuel Macron. Cinquante jours exactement depuis le second tour des législatives, le chef de l'État achèvera sur ces échanges les consultations entamées vendredi, comme préalable à la nomination d'un ou d'une Première ministre. Dans la foulée, il pourrait s'adresser au pays. Et annoncer d'autres échanges la semaine prochaine, les premiers ayant si peu résolu l'équation, comme il l'a envisagé devant certains interlocuteurs.

Résolues à barrer l'entrée de Matignon à la gauche, la droite et une partie de l'ex-majorité présidentielle ont encore durci leurs positions ce week-end. Devant Emmanuel Macron, leurs responsables s'étaient dits résolus à censurer tout gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP) qui comprendrait des minis-

tres issus de la France insoumise. Samedi, le leader de LFI, Jean-Luc Mélenchon, les a pris au mot, évoquant la possibilité d'un soutien sans participation de son parti à l'éventuel gouvernement de Lucie Castets, candidate du NFP à Matignon. En réponse, la droite et certains macronistes ont surenchéri : avec ou sans LFI, ils soutiendront la censure d'un gouvernement NFP, cette fois en raison de son programme. La démarche, pour réussir, nécessiterait l'appui du RN, qui devrait confirmer lundi à Macron qu'il la soutient.

RÊVE SECRET

« Pour nous, c'est non aux ministres LFI et non à un programme inspiré par LFI », a posté sur X le président des sénateurs LR, Bruno Retailleau, décrivant « un retour aux vieilles lunes de la gauche radicale qui déclasserait la France et appauvrirait les Français ». « Je ne soutiendrais aucun gouvernement qui appliquerait un programme synonyme d'aller simple pour le Venezuela ! » a annoncé Naïma Moutchou, vice-présidente de l'Assemblée et membre d'Horizons, le parti d'Édouard Philippe. Quant au député Renaissance Jean-René Cazenueve, réélu en juillet à la faveur du désistement d'un candidat LFI, il a fantasmé tout haut le rêve secret de son camp : « Pas de



15 août. PHOTO C. SIMON/AP



Lucie Castets à Châteauneuf-sur-Isère, samedi.

«Il n'y a pas de droitisation des citoyens mais de la scène politique»

Pour le sociologue Vincent Tiberj, les résultats des dernières élections montrent que les valeurs conservatrices véhiculées lors des campagnes sont en décalage avec la société.

C'est le livre à mettre entre les mains d'Emmanuel Macron et des responsables politiques qui refusent d'entendre la victoire du Nouveau Front populaire aux dernières législatives et qui posent comme une évidence l'idée que la France se droitise. Ils sont nombreux, responsables politiques et éditorialistes s'appuyant sur les scores du Rassemblement national, à affirmer ce penchant à droite, le désir d'un retour des valeurs conservatrices et traditionnelles de la droite – rejet de l'immigration, famille, ordre, mérite. Dans un ouvrage à paraître le 4 septembre, *la Droitisation française, mythe et réalités* (PUF), le sociologue et professeur à Sciences-Po Bordeaux Vincent Tiberj déconstruit ce discours. S'il s'attend déjà à un procès en naïveté, le chercheur défend la thèse, données statistiques à l'appui, d'une droitisation non pas des citoyens mais de la scène politi-

que et médiatique, en décalage avec une société plus tolérante qu'il y a un demi-siècle.

Avez-vous envoyé votre livre à Emmanuel Macron qui a passé sept ans à courir après les voix de la droite? Je ne sais pas [rires]. Les macronistes et les responsables politiques de droite considèrent qu'ils ont encore un coup à jouer et refusent d'entendre ce que les Français ont exprimé le 7 juillet: un attachement à une autre société, aux valeurs de la République, une ouverture à l'autre, à une autre réforme des retraites.

Vous avez écrit l'essentiel de votre livre avant les élections européennes puis législatives. Ont-elles changé quelque chose pour vous?

Ces élections ont été un crash test pour ma thèse. Les élections européennes illustrent l'idée d'une «grande démission» de la part des électeurs post-baby boom et millennials: ceux qui votent

DRK
INTERVIEW

sont de plus en plus conservateurs et de moins en moins représentatifs, tandis que ceux qui s'abstiennent pourraient être des réserves pour la gauche. La nouveauté du RN réside dans sa capacité à séduire des conservateurs parmi les sexagénaires et les septuagénaires qui ne s'autoriseraient pas jusque-là ce vote. Le premier tour des législatives a montré **Suite page 4**

ministre LFI, pas de propositions LFI dans le programme et plus de LFI à l'Assemblée nationale). Là out, on commence à être bien...»

Cette ligne est-elle aussi celle des présidents des groupes macronistes à l'Assemblée? Interrogé par le *Figaro*, le président du groupe Horizons, Laurent Marcangeli, a été moins tranché, envisageant la censure si Lucie Castets devait défendre «le programme du NFP, et rien que le programme du NFP». Gabriel Attal, président du groupe Ensemble pour la République, et Marc Fesneau, chef des députés Modem, n'ont pas répondu à *Libération*. Le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, les a aussi pressés de s'exprimer: «Je vais repasser la question parce que je n'ai pas bien entendu la réponse. Elle est simple pourtant, elle devrait entraîner une réponse simple», a-t-il lancé dimanche lors du meeting de clôture de l'université d'été du parti, dans la Drôme.

A gauche, voilà longtemps que Jean-Luc Mélenchon n'avait pas eu si bonne presse parmi ses alliés. Certes, son évocation d'un soutien sans participation n'est à ce stade qu'une hypothèse soumise aux macronistes, pas une décision arrêtée. C'est tout de même «un joli coup politique qui renvoie la patate chaude entre les mains du Président, applaudit Christian Picquet, cadre du PCF. Maintenant, il va

être obligé de sortir du bois. Il veut tout faire pour éviter un gouvernement de gauche, mais à force de pulvériser le champ politique, il n'a plus de solution». Le numéro 2 du PS, Pierre Jovet, salue lui aussi «un très bon coup d'ouverture politique [et] une forme de lucidité. Si Macron ne nous nomme pas, il devra se justifier, puisque vendredi il disait que c'était ça qui bloquait».

Si les chefs de la macronie tiennent une ligne dure, et que le chef de l'Etat s'en tient à la sienne, il exclura de nommer Lucie Castets à Matignon, au motif de la «stabilité». Quoique rien ne l'interdise, il semble écarter la nomination d'un gouvernement susceptible d'être rapidement censuré. Mais la gauche hors-jeu, le problème resterait entier, car aucun des autres blocs n'a présenté de garantie plus solide. «Vendredi, il a dit prononcer le mot stabilité six ou sept fois», rapporte le sénateur PS Patrick Kanner, membre de la délégation du NFP à l'Élysée. Mais quelle alliance sera plus stable? Je ne vois pas qui passe l'épreuve de la motion, j'ai fait les calculs.»

Un veto au NFP nourrirait aussi le procès en déni de démocratie qui guette le camp présidentiel, après la réélection de Yael Braun-Pivet au perchoir d'une Assemblée aux deux tiers antimacroniste, et la longue «trêve» esti-

vale décrétée par le chef de l'Etat fin juillet. Sur la liste noire de l'ex-majorité, «l'image que les écologistes sont les suivants sur la liste, quand il n'y aura plus LFI», a ironisé sur RTL la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier: «Les communistes vont à mon avis suivre pas longtemps après, et sans doute même une partie des socialistes ne seront pas assez dans l'arc républicain à leur goût.»

PROCHAINE ÉTAPE: LA DESTITUTION

Dimanche, le député PS Philippe Brun a quand même pris sur lui de jouer les mauvaises consciences de son camp. Dans une tribune publiée par le *Monde*, il a regretté que, pour se prémunir d'une censure, le NFP n'ait pas cherché à «former un gouvernement de coalition, comme cela est le cas dans l'ensemble des grandes démocraties parlementaires». Quant aux menaces de censure d'un gouvernement NFP, poursuit Brun, «imaginons-nous, dans une situation inversée, renoncer à censurer un budget d'austérité qui serait présenté par un Premier ministre de droite libérale au seul motif de vouloir éviter l'instabilité politique?» Lui appelle à des «accords de non-censure» entre adversaires, fondés sur des «engagements réciproques». De même, pour l'ancien député socialiste Pa-

trick Mennucci, très critique envers LFI, «il faut que le PS ait une ligne autonome. Si c'est Lucie Castets qui est nommée, c'est simple. Mais si c'est quelqu'un d'autre, Bernard Cazeneuve par exemple? Même si on n'est pas d'accord sur tout, on doit faire des compromis. Il faut quand même diriger le pays, voter un budget».

Tel n'est pas l'état d'esprit chez LFI où, si Lucie Castets n'entrait pas à Matignon, «l'étape suivante est le processus de destitution» du chef de l'Etat, selon le député Hadrien Clouet. Les insoumis ont évoqué pour la première fois le 18 juillet le recours à l'article 68 de la Constitution, qui prévoit la déchéance du président en cas de «manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat». Procédure difficile, qui nécessite l'accord des deux tiers de chaque Chambre, et envers laquelle les autres forces de gauche ont exprimé leur scepticisme. «À l'Assemblée nationale, les macronistes de l'ex-minorité présidentielle constituent moins d'un tiers des députés. Deux tiers des élus sont donc opposés au Président», a pourtant insisté Manuel Bompard, dimanche dans la Drôme. Les mélenchonistes disent désormais vouloir mobiliser les citoyens sur ce sujet, pour vaincre les réticences d'une bonne partie de l'opposition. ◆

Suite de la page 3 combien la droite et l'extrême droite pouvaient être fortes, alors que le second tour et la victoire du NFP racontent une autre histoire, la possibilité de remobiliser une société, pas forcément par adhésion mais d'abord pour exprimer quelque chose comme citoyen. Ce qu'on a vu dans ces élections, c'est une divergence entre ce qu'il se passe sur la scène politique et dans la société.

Ces résultats électoraux semblent plaider en faveur d'une droitisiation des Français...

C'est un trompe-l'œil. Il n'y a pas de droitisiation par en bas, chez les citoyens, mais par en haut, du côté de la scène politique et médiatique. Ce sont les campagnes qui modèlent des électeurs. En conséquence, certaines valeurs ont plus de poids dans les urnes qu'elles n'en avaient auparavant; d'autres valeurs pourraient structurer autrement le champ politique. Celles-ci sont désavantagées car on n'en parle pas. Et les citoyens pouvant les porter ne sont pas ceux qui ont un rapport constant au vote. Il y a aussi un paradoxe: les évolutions culturelles de long terme sur l'homosexualité, les rapports de genre, l'immigration et sur les aspects socio-économiques ne se traduisent pas dans les urnes, du fait de cette divergence entre les citoyens et les électeurs.

Comment expliquez-vous ce décalage entre une absence de droitisiation «par en bas» et la progression de l'extrême droite dans les urnes?

Une élection, c'est un ensemble de phénomènes. Le plus important, ce sont les thèmes structurant la campagne. Les partis jouent sur des

cordes de valeurs, les politisent. Les questions socio-économiques, les inégalités, les services publics, ne sont pas un terrain favorable aux droites. Lors d'une campagne sur l'insécurité, le «wokisme» ou l'immigration, c'est la gauche qui joue en défense. En parallèle, l'ancien rapport au vote et aux partis, la remise de soi à des élus, ne fonctionne plus. Tout cela ne permet pas à des électeurs qui pourraient se mobiliser de le faire, et la droitisiation par le haut finit par ruisseler. Elle permet à des citoyens conservateurs de se sentir légitimes et moins seuls. C'est une question d'hégémonie culturelle. Pour la gauche, la question environnementale a tout le potentiel pour devenir le prochain grand clivage, avec des dimensions sociales, territoriales. C'est une des prochaines pistes de restructuration idéologique, notamment si la gauche parvient à la lier à la question sociale.

Sur quels outils vous basez-vous pour mesurer ces évolutions sur la tolérance?

Comment mesurer ce que pensent les citoyens, c'est vieux comme la démocratie. «Le terrain nous dit que...», «des Français pensent que...» sont des questions classiques invoquées par les oppositions comme les majorités politiques, mais aussi par les médias ou les intellectuels qui s'en servent pour se positionner. On a de plus en plus de moyens de saisir ce que les citoyens disent de la société, sur les réseaux sociaux par exemple. Derrière, c'est le recours aux sondages qui interroge. Pléthore d'enquêtes sont faites par Internet avec des *access panels* [panel créé par un institut de sondage,

ndlr] qui ont des biais politiques, conduisant ainsi à une surdéclaration du vote RN. Et donc la partie conservatrice de la société. De mon côté, je travaille sur la quantité, avec une approche cumulative de l'ensemble des données d'opinion disponibles. Penser la droitisiation se réfléchit dans le temps long, en ayant en tête que les sondages ne sont pas parfaits, que les questions peuvent être biaisées, notamment sur l'immigration. C'est par l'accumulation de séries qu'on obtient une approche fluide et robuste des données d'opinion.

A quelles conclusions êtes-vous parvenu?

Des années 70 à aujourd'hui, la société française a considérablement progressé sur les questions culturelles comme la tolérance à l'homosexualité. Depuis le milieu des années 80 les choses ont aussi beaucoup progressé sur l'immigration, le racisme biologique, l'antisémitisme, la xénophobie, l'acceptation des enfants d'immigrés comme étant des Français comme les autres. Plus une génération est récente, moins il y a de xénophobie chez elle. Ça ne veut pas dire que tous les jeunes sont tolérants. Et en matière de tolérance, il y a des hauts et des bas, des moments de crispation ou de progression.

Lesquels, par exemple?

Les émeutes de 2005 ont été un moment de crispation frappant qui a fait baisser l'indice de tolérance, car elles ont été cadrées comme étant celles de l'immigration et liées à l'islam. Après les attentats de 2015, c'est l'inverse, on assiste à un moment de progression impressionnant. Ce n'est pas l'événement en

tant que tel qui crée la xénophobie mais la manière dont on en parle. Les manifestations «Je suis Charlie» et les prises de position de grandes figures ou d'associations ont recréé de la tolérance. Ce qu'on voit sur nos écrans et ce qu'on perçoit des débats publics ne reflète pas la société.

Ce travail s'appuie sur du déclaratif, mais d'autres rapports, notamment du ministère de l'Intérieur, enregistrent ces derniers mois une hausse des actes racistes et antisémites.

C'est comme sur l'acceptation de l'homosexualité: sur le déclaratif, les progrès sont impressionnants. En parallèle, des agressions homophobes sont enregistrées très régulièrement. D'une part, car les personnes agressées, qu'elles soient homosexuelles, juives, le disent davantage. D'autre part, les pouvoirs publics ont pris conscience de la gravité de ces actes. L'attentat contre une synagogue à La Grande-Motte (lire page 8-9) montre qu'il y a une persistance de l'antisémitisme et on sait que les actes antisémites sont en augmentation depuis le 7 Octobre notamment. Mais en termes d'opinion, l'antisémitisme continue à reculer. Aujourd'hui, plus de 90% de Français disent que les Juifs sont des Français comme les autres, contre 60% en 1966 et un tiers en 1946. Qu'on ait accepté que certaines opinions ne se disent plus est important, d'autant que dans les enquêtes par Internet, il n'y a pas d'enquêteur qui incite à se censurer. C'est la première étape vers le changement, sans compter les effets de conversion des citoyens adultes, qui se font challenger par leurs enfants et petits-enfants et évoluent.

Les campagnes récentes ont pourtant montré une libération des paroles racistes.

La manière de parler des questions migratoires a changé. Parler de l'islam permet d'aborder l'immigration et de tordre des concepts comme la laïcité, la République, l'égalité entre les hommes et les femmes, pour libérer des préjugés et des actes antisémites. Le voile étant depuis plus de vingt ans associé à l'idée de «grand remplacement», on a légitimé le fait d'être contre, donc contre l'islam. Cette France-là existe, elle est importante numériquement, mais elle n'est qu'une partie de l'image. À côté de ces agressions racistes, toute une partie de la société, qu'on ne voit pas, accepte de mieux en mieux la diversité ethnoculturelle, y compris le voile, qui est considéré dans les générations qui arrivent comme une manière d'être parmi d'autres.

Les valeurs culturelles ont donc pris le pas sur les valeurs socio-économiques comme moteur du vote?

Oui. La montée en puissance du vote culturel remonte aux années 90 pour la gauche et à Nicolas Sarkozy pour la droite. Le paradoxe, c'est qu'il y a des hauts et des bas. Les demandes de redistribution montent et baissent selon une logique thermostatique. Les citoyens ne sont pas dans une acceptation homogène du règne du libéralisme. L'attachement à la justice fiscale, au contrôle par l'État des entreprises, à la protection et aux aides sociales, reste fort y compris dans les catégories populaires. Mais ces sujets produisent moins de votes. On en parle peu, ou d'une manière individualiste. On valorise par exemple le pouvoir d'achat pour soi et non la redistribution pour tous. Parmi les catégories populaires, la conscience d'appartenir à un collectif a baissé, rendant les appels à l'égalité moins opératoires. À l'exception des booms, les catégories populaires ne votent plus, même pour des élections de premier ordre. Aux dernières législatives, malgré l'appel au front républicain, près de 40% des ouvriers ne se sont pas déplacés.

Depuis 2017, quel rôle le macronisme a-t-il joué dans cette droitisiation relative?

Il en est l'un des acteurs, les médias borloiréens en sont un autre. Entre le discours des Mureaux, où Emmanuel Macron parlait à la fois d'un séparatisme musulman et des discriminations, et la loi immigration telle qu'elle a été adoptée, c'est la partie droite qui l'a emporté. C'est étonnant car le vote pour Macron, en 2017 et en 2022, est d'abord libéral-libertaire: favorable au libéralisme économique et à la diversité, au multiculturalisme. Alors que son électorat est sur cette ligne, Macron est allé chasser sur les terres du RN pour le dégonfler. Or quand un parti de droite commence à investir les enjeux de l'extrême droite, à utiliser sa façon de parler, celle-ci s'en trouve légitimée et renforcée, ça s'est déjà produit en Europe et se confirme de nouveau en France.

Recueilli par **VICTOR BOITEAU** et **CLÉMENCE MARY**



Gérald Darmanin face à Cyril Hanouna dans son émission *On marche sur la tête*, sur Europe 1, le 24 juin. PHOTO JACK TRIBICA. BESTIMAGE



Laurent Wauquiez et sa femme, Charlotte, lors de la randonnée politique de rentrée du patron des députés de droite, en Haute-Loire.

Au mont Mézenc, «l'extrême gauche» donne le vertige à Wauquiez

Lors de sa traditionnelle ascension dans le Massif central dimanche, le patron des députés LR a tapé plus fort sur La France insoumise que sur le parti de Marine Le Pen, contre laquelle il s'imagina un duel en 2027.

Combien sont-ils à avoir grimpé là-haut, au sommet du Mézenc, au cœur du Massif central en Haute-Loire, au gré des années et des revirements, des haines recuites et des fidélités rompues ? En 2022, c'est Eric Ciotti qui souriait sur la photo à côté de Laurent Wauquiez. «*Cher Laurent*», lui donnait le Nipois, alors patron du parti, désormais allié du Rassemblement national. Une éternité.

Pour l'édition 2024 de sa traditionnelle ascension du sommet de 1 753 mètres, dimanche, le patron des députés «*Droite républicaine*» (ex-LR) a évité de faire allusion au drame politico-juridique qui secoue la droite depuis les élections européennes. Cette année, c'est le chef de file des sénateurs Les Républicains,

Bruno Retailleau, qui goûte aux joies de la montée entre les pins. Devant les quelques centaines de fidèles réunis pour l'occasion, Wauquiez a joué la carte du rassemblement, remerciant son homologue du Sénat et Annie Genevard, patronne du parti par intérim. «*Esprit d'équipe*», «*amitié*», «*climat de confiance*»... Dans sa bouche, que du velours, histoire de montrer une famille unie. Tous – Wauquiez, Genevard et Retailleau – ont été reçus à l'Élysée vendredi, comme les forces de gauche, pour les consultations lancées par le chef de l'État, toujours en quête d'un Premier ministre. Devant Emmanuel Macron, les représentants de la droite ont juré qu'ils voteraient «*immédiatement une motion de censure*» contre un gouvernement qui comprendrait des ministres issus des rangs de La France insoumise.

«**Fichés S.** Depuis son fief, Wauquiez a chargé la barque, sans prendre de gants. «*Il faut protéger notre pays. Je vais le dire d'emblée, La France insoumise est sans doute le plus grand danger politique pour notre pays.*» Et

l'ancien maire du Puy-en-Velay de cartonner : «*Comment qualifier autrement un parti qui prône la haine de la police, qui a rompu avec la laïcité pour pactiser avec l'islamisme, qui appelle au mépris des lois, qui diffuse des messages de haine, et dont certains élus sont fichés S ?*» Parlant de l'attentat qui a visé samedi la synagogue de La Grande-Motte (lire pages 8 et 9), l'ancien ministre a pointé la «*responsabilité immense*» qu'aurait Jean-Luc Mélenchon «*dans la banalisation de l'antisémitisme*». Avant de sermonner : «*LFI est en rupture avec les valeurs de la République.*»

Sans la nommer, Wauquiez a tancé la candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon, Lucie Castets, «*qui a comme seule titre de gloire d'avoir ruiné Paris*», une allusion à son poste de directrice des finances de la capitale. A une gauche «*datique et républicaine*», celle, selon lui, de Pierre Mendès France ou de Jean-Pierre Chevènement, Wauquiez a aussi exigé qu'elle rompe «*avec les folies de l'extrême gauche*». Mais censurerait-il un gouvernement de gauche sans ministres LFI, comme l'a suggéré samedi Jean-Luc Mé-

lenchon ? Entre les tables dressées pour un pique-nique géant, un proche de Wauquiez commente : «*Ce n'est pas un sujet de personne, c'est un sujet de programme. [...] C'est à [Emmanuel] Macron de trouver la martingale.*»

«**Assistanat.** En attendant la nomination du successeur de Gabriel Attal, Laurent Wauquiez, lui, garde toujours un œil sur 2027. De retour à l'Assemblée nationale et au cœur des tractations avec les macronistes, le prétendant à la prochaine présidentielle n'oublie pas d'entretenir ses classiques. Sa recette ? «*Travail*», «*mérite*», «*effort*». Et un coup de griffe à Marine Le Pen, contre laquelle il se voit en duel en 2027 : «*Marine Le Pen ne défend pas le travail, elle défend l'assistanat.*» Pour le patron de la droite, «*celui qui travaille n'est pas reconnu dans notre pays. Le travail n'est pas récompensé à sa hauteur en France.* [...] C'est le nœud gordien de tous nos problèmes». L'ancien tenant d'une ligne sociale à droite prône la sempiternelle baisse des charges pour augmenter les salaires. Il rappelle aussi les propositions de son «*pacte législatif*» annoncé en juillet et ses lignes rouges : ni hausses d'impôts ni «*économies dans le dos des retraités*».

En réaffirmant, au passage, sa position à l'endroit des macronistes : «*Nous voterons les lois qui tront dans le bon sens. Nous ne serons pas dans une opposition systématique parce que le pays ne peut pas se le permettre.*» Un député présent au mont Mézenc ajoute : «*On a la même stratégie que LFI, ne pas entrer au gouvernement, mais peser à mort.*»

VICTOR BOITEAU
Photo **BRUNO AMSELLEM**



Israël-Hezbollah

Déluge de feu et guerre des récits

Après une journée d'extrême tension et des échanges de tirs inédits à la frontière israélo-libanaise, la fièvre semble retomber aussi vite qu'elle a surgi. Sur le champ de bataille et pour les civils, un autre conflit, psychologique, s'installe au fil des menaces.

Par
ARTHUR SARRADIN
Correspondant à Beyrouth

«**N**otre maison a tellement vibré que j'ai cru qu'elle allait s'effondrer... C'était la nuit la plus terrifiante depuis le début de la guerre.» Dans son village en périphérie de Tyr, dans le sud du Liban, le son des frappes arraché à Ibrahim à son sommeil, comme des milliers d'autres Libanais. À l'horizon, d'immenses champignons de fumée s'élèvent là où s'embrase la vallée voisine. Des détonations ont brisé les vitres d'habitations du quartier. Accusant le Hezbollah de préparer une attaque d'ampleur contre l'État hébreu, l'armée israélienne a revendiqué dans la nuit de samedi à dimanche une série de «frappes préventives» dans la région. Le parti-milice chiite, de son côté, assure avoir lancé 320 roquettes sur le nord d'Israël pour venger la mort de Fouad Chokr, un de ses chefs militaires tué à Beyrouth le 30 juillet. Si la pression militaire retombe peu à peu dans le sud

du pays, celle qui pèse sur les civils ne s'est pas évaporée si vite. Le Hezbollah a juré qu'il ne s'agissait que de la «première phase» d'une riposte promise depuis des semaines. La menace, encore, et le doute, toujours, composent le brouillard de la guerre qui a cours à la frontière depuis plus de dix mois... Car dans le sud du Liban, le conflit est aussi verbal. Dans une chorégraphie de postures martiales, les communiqués menaçants pleuvent autant que les tirs d'artillerie. À la frontière, le champ de bataille est aussi celui d'une guerre psychologique.

DISQUE RAYÉ

«Des milliers de rampes de lancement de roquettes»: c'est ce qu'affirme avoir détruit l'armée israélienne dans un communiqué officiel publié dès dimanche matin. Tel Aviv jure avoir voulu empêcher le Hezbollah de frapper des bases du Mossad et du renseignement militaire israélien près de sa capitale. «Mensonges!» s'indigne la chaîne de télévision Al-Mayadeen, proche du Hezbollah. Ce dernier nie en bloc avoir



Une frappe israélienne observée depuis le village libanais de Qsair, dimanche. PHOTO AFP

été pris de court par Israël. Les médias sous son influence évoquent en chœur *«un grand nombre de missiles lancés pour tromper le Dôme de fer, pour que des drones puissent frapper des cibles au nord de Tel-Aviv [...] au moment prévu et à partir des plateformes de lancement prévues»*. Au Liban comme en Israël, le jeu des communiqués répond à la même logique: jurer avoir trompé l'ennemi et revendiquer avoir frappé plus fort, et plus juste que lui.

S'y superposent les communiqués des autres, ceux qui gravitent autour des tensions depuis plusieurs mois déjà. Le Hamas et le Jihad islamique ont, eux aussi, encensé le groupe chiite. Seule la Force intérimaire des Nations unies au Liban, dans un énième appel désabusé par l'actualité d'un conflit en disque rayé, a demandé à *«toutes les parties de cesser le feu et empêcher toute escalade»*. Comme un sentiment de déjà lu.

Des deux côtés de la frontière, les cibles visées étaient avant tout militaires. Pour empêcher l'embrasement, le Hezbollah ne s'est pas risqué à frapper de grands centres urbains comme Haïfa, pas plus qu'Israël à alourdir le bilan déjà lourd des morts civils au Sud-Liban. Pour le moment, seuls deux combattants du Hezbollah et un homme allié du mouvement Amal auraient péri dans les frappes israéliennes. Dans une note écrite envoyée à plusieurs titres de presse libanais, un responsable du Hezbollah a affirmé que les pourparlers pour un cessez-le-feu à Gaza avaient *«retardé»* leur riposte, qui aurait en outre été pensée pour *«ne pas déclencher une guerre à grande échelle»*. Le ton pesé et soupesé des communiqués n'a rien à envier à celui des prises de paroles officielles. Le *Haaretz* rapporte que les ministres et députés du Likoud, parti de Benjamin Nétanyahou, ont été sommés de se taire, et de ne pas accorder d'interviews aux médias après l'opération du Hezbollah. Le quotidien israélien avance que le Premier ministre souhaiterait

éviter la surenchère de discours vengeurs. *«Quiconque nous fait du mal, nous lui faisons du mal»*, a-t-il martelé dimanche au début d'une réunion du cabinet israélien de sécurité. Une déclaration qui ne rejoindra pas le panthéon de ses plus vindicatives. Même constat côté Hezbollah: pas un ministre, ni un député en plateau pour commenter autre chose qu'une *«riposte réussie»* et achevée. Le Hezbollah profite simplement de ses canaux Telegram pour diffuser des vidéos à sa gloire. Tunnels, missiles, plateforme de lancement... De la com hollywoodienne, paraphée de quelques sourates et rythmée en musique orchestrale. Le leader du parti-milice, Hassan Nasrallah, a aussi prononcé un de ses traditionnels discours télévisés dimanche en fin d'après-midi. Avec le même objectif: ne pas déclencher la guerre mais montrer les gros muscles dans le petit écran.

INQUIÉTUDE

Fait assez rare, aucun rassemblement n'a été organisé dans la banlieue sud de Beyrouth pour suivre le discours du leader. *«La situation a quand même changé... Vu l'attaque de ce matin, il serait dangereux de réunir autant de sympathisants»*, confie un proche du Hezbollah. *«Nous avons retardé [la riposte] pour donner une chance aux négociations»*, jure Nasrallah au début de son allocution. Le ton est sobre, et le leader donne sa lecture des dernières heures, précisant de but en blanc que le Hezbollah ne condonnera pas sa riposte avec l'Iran. *«Nous avons pris pour cible individuellement la base de Gilot, qui organise des opérations israéliennes d'assassinat»*, affirme-t-il. En plein milieu du discours, l'armée israélienne réplique par un communiqué affirmant que la base en question n'a *«pas été touchée»*.

En réalité, la plupart des Libanais ne lisent plus les communiqués guerriers, d'où qu'ils émanent. Pour eux, la guerre psychologique se vit d'abord par ce qui se voit. L'aviation israélienne, dont le survol de la capitale, inédit il y a encore un mois, est presque devenu une habitude. Les assassinats ciblés, qui faisaient hier les grands titres, désormais relégués au rang de faits divers quasi quotidiens. Alors que le cessez-le-feu en gestation peine à voir le jour, la véritable inquiétude réside peut-être là. Dans cette nouvelle réalité qui, au milieu du va-et-vient des éternelles menaces, s'installe doucement, mais dangereusement. ➤



Un missile du Hezbollah intercepté par les forces israéliennes, dimanche. PHOTO JALAA MAREY AFP

Au Proche-Orient, Washington entre agitation et désillusion

Alors que les Etats-Unis pilotent les négociations et déploient leur soutien militaire, de plus en plus d'observateurs s'interrogent sur les possibilités réelles d'obtenir une trêve.

Doha, Le Caire, Tel-Aviv, Amman. Tout ce que les Etats-Unis comptent de sommets diplomatiques militaires sillonne à nouveau, depuis une semaine, les capitales du Proche-Orient. Le secrétaire d'Etat, Antony Blinken, a achevé mardi au Qatar sa neuvième tournée régionale depuis le 7 Octobre. Le chef d'état-major des armées, le général C.Q. Brown, a atterri samedi en Jordanie. Le patron de la CIA, Bill Burns, et le principal conseiller de la Maison Blanche pour la région, Brett McGurk, poursuivent en Egypte les négociations pour un cessez-le-feu à Gaza. Quant au Président, Joe Biden, et au secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, ils ont conversé respectivement par téléphone avec le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et son ministre de la Défense, Yoav Gallant.

«PROGRÈS»

Washington s'implique et tient à le faire savoir, à grand renfort de communiqués, points presse et citations anonymes distribuées aux grands médias américains. A l'unisson, toutes les prises de parole venues de la Maison Blanche, du département d'Etat ou de la Défense décrivent la stratégie bicéphale de Washington, ainsi résumé jeudi par la porte-parole du Pentagone: *«Nous restons concentrés sur les efforts visant à désamorcer les tensions dans la région tout en restant concentrés sur l'obtention d'un accord de cessez-le-feu [...] afin de ramener tous les otages chez eux et de mettre fin à la guerre à Gaza.»* Sur le front régio-

nal, face à la radicalité de la plupart des acteurs, du Hamas à l'Iran en passant par le Hezbollah, les Houthis yéménites mais aussi Nétanyahou et ses alliés d'extrême droite, l'administration Biden continue d'exercer une pression maximale pour éviter un embrasement. Cela passe par le déploiement assumé de moyens militaires supplémentaires. Le porte-avions *USS Lincoln*, dont Lloyd Austin avait ordonné le 11 août le déploiement *«accélééré»*, est arrivé sur zone mercredi. Il devrait naviguer autour de la mer d'Oman, où se trouve déjà la flotte menée par un autre porte-avions, l'*USS Roosevelt*.

Fait rare, Washington a aussi communiqué sur le déploiement du sous-marin d'attaque *Georgia*, qui transporte notamment missiles nucléaires et commandos Navy Seals. En fin de semaine, il se trouvait en transit en Méditerranée orientale. Ces *«capacités supplémentaires»* visent à *«envoyer un message fort afin de dissuader un conflit plus large»*, a indiqué samedi à Reuters le général Brown. Tous les regards sont tournés vers le Hezbollah et l'Iran, qui a promis de riposter à l'assassinat, imputé à Israël, du chef politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, le 31 juillet à Téhéran. Dans une conversation vendredi avec son homologue français, le nouveau ministre iranien des Affaires étrangères a réitéré *«le droit de l'Iran de punir l'agresseur»*.

Pour le chef d'état-major américain, un cessez-le-feu à Gaza aiderait à *«faire baisser la température»*. *«Des progrès ont été accomplis»*, assurait vendredi un responsable de la Maison Blanche, saluant une atmosphère *«constructive»*. Avancée réelle ou optimisme de façade? Derrière les bonnes intentions, de plus en plus d'observateurs doutent de la capacité de Washington et des médiateurs qatariens et égyptiens à arracher une trêve dans l'enclave palestinienne dévastée et exténuée. La faute, notamment, au

jusqu'au-boutisme de Nétanyahou, accusé de duplicité et en conflit avec ses propres responsables militaires sur la nécessité de poursuivre la guerre et l'occupation militaire de Gaza.

«HYPOCRISIE»

Alors que la fin de la guerre pourrait aussi marquer sa chute politique, une partie des familles d'otages et la gauche israélienne accusent Nétanyahou de jouer la montre. *«Au fil des ans, Nétanyahou est passé maître dans l'art de simuler des négociations: beaucoup de paroles, mais aucune action. On ne peut le laisser continuer à mener des négociations bidon»*, a singlé vendredi le quotidien *Haaretz* dans un éditorial au vitriol. Les critiques n'épargnent pas l'administration Biden. En marge de la convention démocrate, où la vice-présidente, Kamala Harris, a été investie dans l'enthousiasme et l'épiqueux sujet de Gaza largement mis de côté, des voix se sont toutefois élevées pour dénoncer *«l'hypocrisie»* de la Maison Blanche qui, tout en répétant *«tout faire»* pour un cessez-le-feu, continue de fournir armes et renseignements à Israël.

La semaine dernière, Kenneth Roth, professeur à Princeton et ex-directeur de Human Rights Watch, mettait en garde: *«Nous devons veiller à ce que les pourparlers de cessez-le-feu sans fin ne deviennent pas une couverture pour les crimes de guerre israéliens en cours à Gaza, de la même manière que le «processus de paix» sans fin est devenu une couverture pour l'expansion de la colonisation israélienne en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est.»* Car pendant qu'à Tel-Aviv, les pourparlers s'éternisent, Gaza continue de subir des bombardements incessants. Plus de 140 personnes y ont été tuées depuis jeudi, selon le ministère de la Santé du Hamas. Israël, de son côté, a assuré avoir tué *«des dizaines de terroristes»* et déploré la mort de quatre deses soldats. Un cauchemar sans fin.

FRÉDÉRIC AUTRAN

La menace, encore, et le doute, toujours, composent le brouillard de la guerre qui a cours à la frontière depuis plus de dix mois.



Des membres de la police antiterroriste arrivent, samedi, devant la synagogue de La Grande-Motte. PHOTO PASCAL GUYOT, AFP

SYNAGOGUE DE LA GRANDE-MOTTE

Récit d'une arrestation express

Le suspect interpellé samedi soir à Nîmes semble avoir agi seul, sans prendre de précaution particulière, ce qui a permis de l'identifier et de le retrouver rapidement. Blessé lors de son arrestation, il serait toujours hospitalisé mais ses jours ne seraient pas en danger.

Par
SARAH FINGER
Correspondante à Montpellier
et **SOLANGE
DE FRÉMINVILLE**
Envoyée spéciale à La Grande-
Motte (Hérault)

Sa cavale n'aura duré qu'une quinzaine d'heures : le principal suspect des incendies qui ont ciblé samedi la synagogue Beth Yaacov, à La Grande-Motte (Hérault), a été interpellé à 23h35, à 40 kilomètres de là, dans le quartier de Pissevin, à Nîmes (Gard). Les forces de l'ordre ne connaissent que trop bien ce quartier situé à l'ouest de la ville. Haut lieu du trafic de stupéfiants au sein de la préfecture nîmoise, Pissevin, surnommé localement «*la ZUP sud*», est régulièrement le théâtre de violences et de règlements de compte. Avec ses allées piétonnes, ses dalles et ses coursives, la configuration de cette cité enclavée facilite aussi les fuites comme les embuscades. Le 21 août, un commissariat de police, ouvert depuis seulement vingt-quatre heures en plein cœur du quartier, a été endommagé par un incendie avant même d'être inauguré. C'est dans ce contexte que les policiers du Raid et de plusieurs brigades

des de recherche et d'intervention (BRI) sont intervenus samedi soir pour interpellier le suspect. D'après les premiers éléments communiqués dans la journée de samedi, l'auteur supposé de l'attentat antisémite serait un Algérien de 33 ans en situation régulière en France. S'est-il réfugié à Pissevin parce qu'il y réside ? Pour l'heure, les policiers que nous avons interrogés l'ignorent : « Le Parquet national antiterroriste a été saisi de l'enquête et, comme toujours en matière d'antiterrorisme, les informations ne filent pas », constate l'un d'entre eux.

De même, peu d'éléments ont pour l'heure été révélés concernant l'arrestation du suspect. « Avant l'intervention des forces de l'ordre, il a ouvert le feu sur la colonne d'intervention, qui a riposté », relate un communiqué du Parquet national antiterroriste (Pnat) publié dans la nuit de samedi à dimanche. Selon un policier nîmois du syndicat Alliance, l'homme aurait reçu une balle dans l'épaule et une autre dans la joue. Il se trouverait actuellement dans un hôpital de Nîmes. Ses jours ne seraient pas en danger. « Il est en soin, il va être opéré », affirme à Libération Bruno Bartocetti, représentant du syndicat Unité SGP Police-FO. Selon ce policier, l'individu aurait vraisemblablement agi seul : son manque d'organisation et de précaution plaiderait en faveur de cette thèse. « Il était évident qu'on allait le retrouver, avec un réseau de 115 caméras de vidéosurveillance installées dans les rues de La Grande-Motte et un téléphone portable qu'il a conservé et qui a permis de le border, explique Bruno Bartocetti. Je ne l'imaginais pas dans un réseau terroriste. »

De fait, les caméras de vidéosurveillance n'ont filmé qu'un seul homme, samedi, entre 8 heures et 8h30, aux abords de la synagogue Beth Yaacov, située au cœur de La Grande-Motte, une paisible station balnéaire abritant une communauté juive d'origine majoritairement séfardite. Sur ces images, l'individu apparaît la tête couverte d'un keffiyeh mais le visage découvert, un drapeau palestinien noué autour du ventre avec, coincé entre le tissu et sa taille, ce qui ressemble fort à une arme de poing.

«UN MINUTUEUX REPÉRAGE DES LIEUX»

Les premiers éléments de l'enquête semblent établir que cet homme, muni de bouteilles d'essence, a mis le feu à deux véhicules dans l'enceinte de la synagogue ainsi qu'à deux portes donnant accès à l'édifice religieux. « D'après les images de vidéosurveillance, il semble qu'il ait tourné autour de la synagogue un long moment, peut-être une heure, sans doute pour effectuer un minutueux repérage des lieux », révèle à Libération une source proche de l'enquête, qui poursuit : « Les départs de feu ont alerté des riverains qui ont appelé la gendarmerie. Trois gendarmes ont rapidement été dépêchés sur place, bientôt rejoints par trois policiers municipaux qui connaissaient parfaitement les

lieux. C'est à cet instant qu'une bouteille de gaz a explosé. La déflagration a projeté l'un des policiers municipaux sur plusieurs mètres. Légèrement blessé, il a brièvement été hospitalisé samedi et se repose depuis. » La bouteille de gaz à l'origine de l'explosion se trouvait à proximité d'un des deux véhicules incendiés. Au total, quatre bombes de gaz auraient été retrouvées sous une pergola, dans l'enceinte de la synagogue. Mais, selon la même source, aucune n'a été apportée par le suspect : elles étaient stockées dans cet espace convivial équipé d'un barbecue.

Aucun blessé n'est à déplorer parmi les cinq personnes, dont le rabbin, qui se trouvaient à l'intérieur de la synagogue. Mais le bilan aurait pu être lourd : « L'été, beaucoup de vacanciers juifs viennent à La Grande-Motte parce qu'il y a une synagogue et, sur le même site, un commerce casher », a précisé Stéphane Rossignol, le maire de la ville. Selon Perla Danan, responsable en Occitanie du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), l'auteur de l'attentat se serait trompé d'horaire : « En été, beaucoup de vacanciers viennent à l'office vers 9 heures ou 9h30. »

Samedi, en fin d'après-midi, Gabriel Attal, Premier ministre, et Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, tous deux démisionnaires, se rendaient sur place. Pour Gabriel Attal, cette « attaque antisémite » a été menée par un « assaillant extrêmement déterminé ». « Nous avons échappé à un drame absolu, estimait-il. Si la synagogue avait été remplie de fidèles à ce moment-là, si des personnes étaient descendues de l'immeuble dans les premières minutes, probablement, il y aurait eu des victimes. » L'enquête, confiée à la sous-direc-

tion antiterroriste (Sdat), à la direction de la police nationale Sud et à la direction générale de la sécurité intérieure, a mobilisé plus de 200 policiers et gendarmes. « Grâce à des indices laissés sur place, à son téléphone et aux images de vidéosurveillance, l'individu a pu être très vite identifié », indique à Libération un policier bien informé. Des perquisitions ont été menées rapidement, quelques heures après les faits, avant l'interpellation du suspect. Selon l'AFP, dimanche en fin de matinée, quatre personnes avaient déjà été placées en garde à vue dans ce dossier.

«UN ACTE INADMISSIBLE, CRIMINEL»

Au lendemain de l'attentat, La Grande-Motte a retrouvé sa tranquillité de station balnéaire pour retraités. À l'abri de la longue avenue couverte par la rumeur incessante des voitures, des estivants cheminent à pied ou à vélo sur les chemins qui se fauillent entre les arbres et les résidences. Comme d'autres, Violette stationne un moment devant la synagogue, près des immenses pins d'Alep et des débris de voiture calcinés. Installée depuis peu dans la commune, elle a découvert à la suite de l'attentat qu'il y avait là un lieu de culte juif. « C'est un acte inadmissible, criminel », s'exclame la blonde de 63 ans, lunettes de soleil et robe rouge éclatante. Elle qui a quitté la Seine-et-Marne « à cause de l'insécurité » liée aux trafics de drogue n'en revient pas de se retrouver en plein drame, dans la station choisie pour sa retraite. Caroline, une autre sexagénaire, en est, elle, convaincue : « On croit qu'on est tranquilles, mais ça peut arriver n'importe où. »

«On va à la synagogue la boule au ventre»

A l'initiative d'associations juives de gauche, une centaine de personnes se sont rassemblées dimanche à Paris pour dire non à la «banalisation de l'antisémitisme».

D'avid, du collectif Golem, ne s'attendait pas à ce qu'il y ait autant de monde. Signe de l'émotion suscitée par l'attentat visant la synagogue de La Grande-Motte samedi, plus d'une centaine de personnes se sont réunies dimanche sur la place Armand-Carrel, dans le populaire XIX^e arrondissement de Paris, où l'association de juifs de gauche créée après le 7 octobre a organisé ce rassemblement au pied levé. Des mains jaunes font leur apparition – les militants de SOS Racisme – et chaque organisation de gauche ou presque est représentée : l'Unef, la Fage, la Ligue des droits de l'homme, la CGT, en plus des Juifs et Juives révolutionnaires ou des Guerrières de la paix.

«Banal». Ce n'est pas la première fois qu'un tel rassemblement a lieu tant les actes antisémites se multiplient en France depuis le 7 octobre. Mais, plutôt que sur la place de la République comme après le viol d'une fille juive de 12 ans à Courbevoie en juin, Golem a voulu qu'il se tienne cette fois dans un quartier où vivent de nombreux juifs, « afin de montrer à la communauté qu'on est là pour eux ». Kippa sur la tête, Raphaël s'approche pour écouter les discours. Il promenait sa nièce en poussette au parc des Buttes-Chaumont quand son regard a été attiré par la foule. Le jeune homme dit ne pas avoir été surpris par l'attentat visant la synagogue dans l'Hérault : « C'est triste, mais c'est devenu tellement banal qu'on n'est plus choqué. » Ce juif pratiquant dit subir, au quotidien, des crachats sur son passage et des insultes de type « sale juif ». Est-il inquiet à l'approche des fêtes juives qui auront lieu du 3 au 16 octobre, dans un contexte marqué par le premier anniversaire du 7 octobre ? « Oui, mais ce n'est pas nouveau. On va à la synagogue la boule au ventre. Aujourd'hui, quand vous êtes pratiquant, vous avez tout le temps peur, quand vous accompagnez les enfants à l'école, quand vous faites vos courses, etc. » Envisage-

t-il de faire son «alya», c'est-à-dire d'émigrer en Israël ? La réponse fuse : « Bien sûr, et c'est dans la tête de nombreux juifs. C'est triste, car de base on est français, on aime la France, moi je dois tout à la France. »

Dans la foule, il y a aussi Yasmina, qui a fait le trajet depuis Créteil, avec son fils de 15 ans et sa mère de 71 ans. Sympathisante des Guerrières de la paix, elle trouvait important, « en tant que Maghrébine », de témoigner sa solidarité à ses compatriotes juifs. « J'ai grandi dans un quartier populaire avec une grande mixité qui aujourd'hui a disparu à cause de la politique d'attribution des logements et j'aimerais qu'on arrête de juger les gens par rapport à ce qu'ils sont. Tous les juifs ne sont pas Netanyahu et tous les Arabes ne sont pas le Hamas », dit-elle qui juge l'extrême droite et l'extrême gauche également responsables du climat de haine. « Parlons-nous, peut-être qu'on ne sera pas d'accord, mais on n'est pas obligés de se cracher dessus », poursuit-elle.

Les militants de gauche appellent à un sursaut de la société, et les responsables politiques à faire preuve de responsabilité, y compris à gauche. « On ne peut pas rajouter toujours plus de policiers devant les synagogues. La réponse sécuritaire ne suffit pas », juge David, qui mise sur la formation des militants et élus politiques. Golem a rédigé une charte de lutte contre l'antisémitisme que des députés écologistes ont signée : « On attend que LFI la signe aussi. » Parmi les engagements, celui de se former au combat contre l'antisémitisme.

Résistants. Tout juste rentrés de Tours où ils ont participé à l'université d'été des Écologistes, leur nouveau groupe de rattachement à l'Assemblée, les ex-LFI Danielle Simonnet et Alexis Corbière ont tenu à être là. La députée de Paris rappelle le rôle des résistants juifs dans la libération de la capitale, il y a quatre-vingts ans, mais refuse de se prononcer sur la responsabilité éventuelle de LFI dans la recrudescence des actes antisémites. « Les actes antisémites ne sont pas résiduels », dit-elle cependant, allusion à un phrase de Jean-Luc Mélenchon. Pour Alexis Corbière, ce qui s'est passé à La Grande-Motte n'est pas un banal fait divers, mais a une dimension nationale. La raison de sa présence ici ? « On refuse toute forme de banalisation, de la parole raciste comme de l'antisémitisme. »

ÈVE SZEFTTEL



Une image de vidéosurveillance à la synagogue. PHOTO AFP

Chefs d'établissement scolaire

«On ne peut pas s'opposer, on peut juste crever en silence»

Pressions hiérarchiques, valse ministérielle, préparation de la réforme des classes de niveau... A une semaine de la rentrée scolaire, une écrasante majorité des personnels de direction est à bout de souffle. Mais dans une profession soumise à un strict devoir de réserve, rares sont les voix à s'élever.

Par
MARGAUX GABLE

Jusqu'à la fin du mois de juillet, il a fallu démêler les derniers fils : quel sera le contenu de ces heures de cours personnalisées ? Comment faire vivre le collectif au sein de la classe ? Comment concilier les injonctions du ministère et les velléités d'emploi du temps des professeurs ? Voilà trois ans qu'Isabelle (I) revêt le costume de principale de collège. Mais avec la mise en place, pour la première fois cette année, des groupes de niveaux (renommés «groupes de besoin» par la ministre démissionnaire, Nicole Belloubet) en sixième et en cinquième – mesure phare de la réforme du «choc des savoirs» annoncée en décembre par le Premier ministre Gabriel Attal (également démissionnaire) –, l'ancienne professeure de 45 ans n'a jamais achevé une année scolaire «si épuisée». Pour que le dispositif soit optimal à la rentrée 2024, elle, son adjointe et l'équipe enseignante ont planché jusqu'à «soixante-dix heures par semaine». Puis, au beau milieu de l'été, alors que les équipes pédagogiques étaient en congés, il a fallu résoudre le casse-tête des plannings, des salles, et des con-

traintes d'effectifs. Soumis à une cadence éreintante, parfois quasi intenable, nombreux sont les personnels de direction – «perdre», dans le jargon – à faire état de leur mal-être, d'une fatigue professionnelle, voire de burn-out et de dépression.

Dans la profession, ce n'est plus un secret : une écrasante majorité des personnels de direction va mal. Mais combien sont-ils exactement ? Les mesures du phénomène sont rares. En 2021, le géographe, enseignant-chercheur et spécialiste du climat scolaire Georges Fotinos et le psychiatre José Mario Horenstein publient une enquête intitulée «Les personnels de direction à bout de souffle», à l'initiative du syndicat majoritaire SNPDEN et de la Casden Banque populaire. On y apprend que près d'un personnel de direction sur deux souffre de dépression modérée à sévère et que 77 % des sondés estiment vivre «sous le joug des injonctions hiérarchiques». De son côté, le ministère renvoie vers le baromètre 2023 sur le bien-être au travail de l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale qui exercent en établissement scolaire, réalisé par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

(Depp), le service statistique de la rue de Grenelle. Il faut plisser les yeux pour trouver des chiffres pour les seuls personnels de direction, et ils ne sont guère réjouissants : les «perdre» évaluent en moyenne leur satisfaction au travail à 6,2/10 contre 7,1/10 pour les Français en emploi.

«Il faudrait un grand audit réalisé par un organisme externe», plaide Patrice Romain, principal à la retraite et auteur du livre *Omerta dans l'Éducation nationale* (Cherche-Midi, 2023). Face au manque de ressources chiffrées, il fait passer, au printemps 2022, un mail à toutes les équipes, à l'échelle nationale. «Désormais libéré de mon devoir de réserve, je souhaiterais recueillir votre témoignage sur les consignes hors-sol, les arbitrages en votre défaveur, les ordres contradictoires.» En quelques jours seulement, sa boîte mail se retrouve inondée.

LES DÉCRETS ET LES NOUVEAUTÉS PLEUVENT

En trente-cinq ans d'exercice – en tant que principal puis en tant que proviseur de lycée – Olivier (O) a vu le moral des troupes se dégrader. Le premier coupable à ses yeux : le ministère. «La hiérarchie prend de grandes décisions et ne se soucie pas



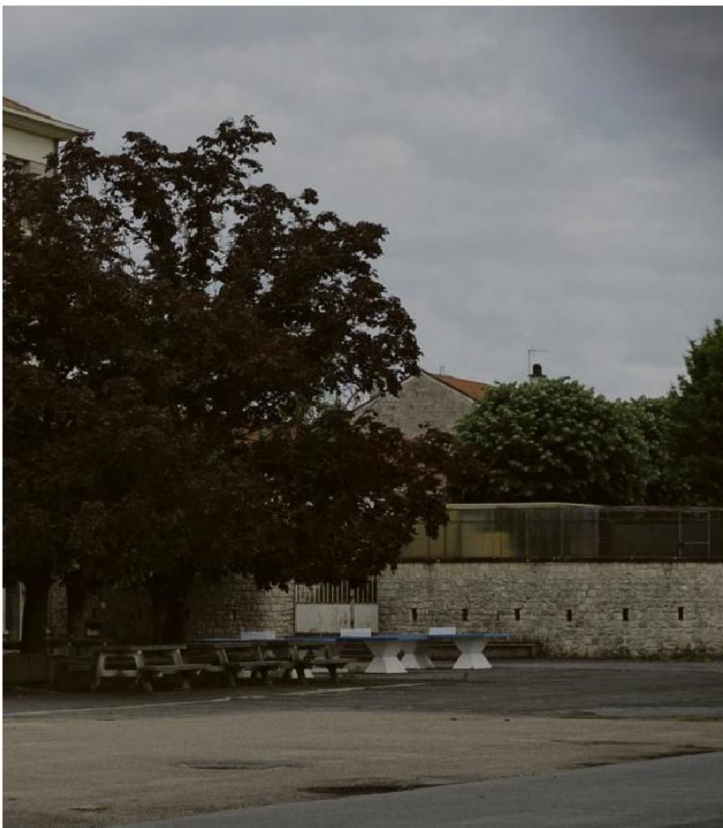
Près d'un personnel de direction sur deux souffre de dépression



L'Éducation nationale a connu cinq ministres en deux ans : Jean-Michel

de leur mise en œuvre concrète. C'est à nous de nous débrouiller. Nous sommes les artisans de l'Éducation nationale, accuse-t-il. Le ministre et le recteur scrutent notre boulot pour voir s'il est fait ou pas. On est seuls sur le terrain. Si ça ne fonctionne pas, c'est notre faute.» Il prend l'exemple de la réforme du lycée, portée par l'ancien ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer en 2018, qui supprime les filières traditionnelles S, ES et L et modifie les épreuves du baccalauréat à compter de la session 2021. Les couacs sont nombreux, le ministère rétropédale. A commencer par les épreuves de spécialité, décalées en mars dans la nouvelle for-

mule, finalement de retour au mois de juin. «On a le sentiment qu'on fait porter sur nos épaules les responsabilités des réformes», soupire le principal. L'idéal à ses yeux : expérimenter les dispositifs une année, «dans un établissement par académie», faire un bilan puis décider de leur mise en place ou non. Mais la temporalité éducative n'a rien à voir avec la temporalité politique. En à peine plus de deux ans, les rénes de la rue de Grenelle ont été entre les mains de cinq ministres différents. Dans cette valse ministérielle, «Il y a une volonté d'agir, on ne peut pas le nier, mais sans prendre le temps de la réflexion», regrette Isabelle, qui dé-



modérée à sévère. PHOTO GUILLAUME SOUVANT/ AFP



Blancher, Pap N'Diaye, Gabriel Attal, Amélie Oudéa-Castéra et Nicole Belloubet.



STEPHANE DE SAKUTIN/ AFP

nonces des «arrangements égoïstes» de ministres qui ne veulent rien d'autre que «mettre leur patte». Résultat: les réformes, les décrets et les nouveautés pleuvent, alourdissant la charge de travail des personnels de direction. Selon une enquête du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc) publiée en novembre 2023, 83 % des personnels de direction répondants ont déclaré travailler plus de quarante-huit heures par semaine. Programme pHARE (dispositif anti-harcèlement), Pacte enseignant, Pix (évaluation des compétences numériques), Ev@lang (test de langue)... «La barque se charge et à côté de ça, jamais on ne nous retire un

dossier. On plaide pour un rééquilibrage et un retrait de tous les dispositifs inutiles ou impossibles à mettre en place», martèle Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDE. L'année dernière, il a été demandé aux principaux d'instituer une heure hebdomadaire de soutien ou d'approfondissement en maths ou en français pour les sixièmes. Un dispositif abandonné à la rentrée 2024. D'où «le sentiment d'avoir travaillé dans le vide», peste Isabelle.

Avec un peu plus de 14 000 agents personnels de direction pour 5,6 millions d'élèves dans le secondaire, la profession souffre d'une «sous-administration globale»,

pointe Agnès Andersen, secrétaire générale du syndicat ID-FO. Et au fil des ans, les banes se clarifient. Selon les chiffres du ministère, communiqués par les syndicats, le nombre de postes de chefs d'établissement adjoints vacants est passé de 161 à la rentrée 2021, à 590 en 2022, puis 579 en 2023. «Il est urgent d'embaucher et de mettre en place des brigades de remplacement pour ne pas aggraver le mal-être», abonde Agnès Andersen.

«PAS UN MOT POUR CEUX À LA MANŒUVRE»

Les témoignages recueillis par *Libération* sont unanimes: la situation s'est aggravée depuis l'ère Blanquer.

«Son mandat était d'une violence inouïe. Pour la communication, il faisait le tour des médias, donnait la feuille de route et nous, les petites mains, n'étions même pas au courant. On apprenait à quelle sauce on allait être mangés sur les plateaux télé», flingue Olivier. Le chef d'établissement est toujours amer: «Pendant le Covid, il a beaucoup remercié les enseignants, qui ont assuré un enseignement hybride à distance. Mais pas un mot pour ceux à la manœuvre.» Pourtant, chaque jour, il a dû maintenir le lien avec «presque une centaine» de profs pour s'assurer du bon déroulé de cette période particulière. «Pendant que les inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR) et inspecteurs de l'Éducation nationale (IEN) étaient chez eux, nous, on était au turbin», houspille-t-il. Récemment, la violence des débats sur la laïcité ou sur le port de l'abaya a renforcé le sentiment de la profession d'être en première ligne.

Etre à la tête d'un collège ou d'un lycée impose une loyauté sans faille pour l'institution. «Un chef d'établissement, c'est un schizophrène, constamment en porte-à-faux entre le devoir d'appliquer une réforme, et la compréhension des profs, à qui les décisions vont déplaire», décrit Patrice Romain. D'où la solitude galopante des équipes de direction. Selon une enquête de victimisation de l'Autonome de solidarité laïque publiée en 2022, près de la moitié (48 %) des personnels interrogés perçoivent une mauvaise qualité des liens enseignants-direction. «Un chiffre en hausse de 14 points par rapport à l'enquête précédente», indique l'étude.

Soumise au devoir de réserve, Camille (I), principale adjointe de collège depuis deux ans, avait «mal au bide» avant d'accepter notre appel. Dans son rétro, les braises sont toujours incandescentes. Il y a quelques années, elle s'est fait recadrer par la directrice des ressources humaines de son académie: «Ils m'ont signifié que je ne tiens pas, dans le cadre du devoir de réserve qui me lie à l'institution, à émettre des critiques dans la sphère publique, partage-t-elle, la voix chevrotante. On est dans un corset, on ne peut pas s'opposer, on peut juste crever en silence.»

Dans ce contexte, rares sont les chefs d'établissement à oser dévoiler leur souffrance personnelle. «Il y a une omertà, mais ce n'est pas l'institution qui veut pousser la poussière sous les tapis. Il y a beaucoup d'autocensure: les gens s'écrivent et ne le disent pas», note Bruno Bobkiewicz. Pourtant, le ministère affirme que «la problématique des conditions d'exercice est évidemment identifiée et travaillée». Dans un mail adressé à *Libération*, il rappelle la mise en place en 2024 d'un groupe de travail «alléger, faciliter» par l'actuelle locataire (démisionnaire) de la rue de Grenelle, Nicole Belloubet, qui a abouti, en juillet, «à des mesures, volontairement concrètes [...] et qui ont vocation à être mises en œuvre et généralisées sur l'ensemble du territoire, [...] chaque académie demeurant libre

dans les modalités d'application». Sans pour autant en dévoiler le contenu.

En interne, la parole peine à se libérer, tant les structures psychologiques et médicales – dédiées et indépendantes – manquent. Dans l'académie de Nathalie (I), qu'elle préfère taire, on dénombre seulement deux psychologues du travail. «Elles sont à disposition de toute la communauté éducative, tant dans le public que dans le privé. Elles sont débordées», regrette-t-elle. Mais l'accompagnement des personnels de direction dans le besoin varie selon les rectorats. Les académies de Besançon et de Toulouse (cinq autres rectorats n'ont pas répondu à *Libération*) se félicitent de la signature d'une charte académique élaborée avec les personnels de direction et les représentants syndicaux, «visant à simplifier le pilotage quotidien des établissements». Avant de citer pêle-mêle: des conseillers RH pour un soutien managérial, des groupes de pair-aidance, des webinaires d'information, des rencontres avec la hiérarchie...

FORMER LES CITOYENS DE DEMAIN

Le dilemme est posé par nos interlocuteurs: comment partager notre mal-être à un inspecteur ou un recteur qui a notre carrière entre les mains, car décideur des mutations et des promotions? Un chef d'établissement ou un adjoint peut rester trois à neuf ans au même poste. Après un premier échange avec l'inspecteur d'académie, c'est au ministère d'entériner l'évolution de carrière du «perdri». «Rien ne vous sera officiellement reproché. Mais dans les faits, il y a une comparaison: "Untel a réussi à caser deux cents heures de Pacte enseignant"; "Untel a mal appliqué la réforme", déplore Olivier.

Après un burn-out en 2015 et «plusieurs épisodes d'épuisement intense» ces dernières années, Nathalie, désormais proviseure d'un lycée général, n'a eu d'autre solution que de «choisir un établissement où la situation serait plus facile». «Je fais tout pour ne pas mourir au boulot.» Dans ce système cloisonné, les passerelles entre les différents corps de métier sont rares. «Quel qu'un qui a été proviseur vingt ans peut devenir CPE, mais il ne peut pas devenir inspecteur académique, par exemple», expose-t-elle. A moins de repasser des concours et de refaire ses preuves. A dix ans de la retraite et après avoir été à la tête de plusieurs établissements difficiles, «hors de question», balaie Nathalie. Comme l'intégralité des équipes de direction interrogées par *Libération*, elle tient pour les mêmes raisons qui l'ont poussée à mettre les mains dans le cambouis, il y a près de vingt-quatre ans. La proviseure a cette certitude humaniste de participer au «noble» projet de former les citoyens de demain et qu'elle continue d'exercer, malgré tout, le «plus beau métier du monde». ◆

(I) Les prénoms ont été modifiés.

Par
JULIEN LECOT

Tous les quatre ans, au moment des Jeux paralympiques, les mêmes questions reviennent quand les spectateurs découvrent les épreuves à la télévision : « Mais pourquoi cette nageuse qui a deux jambes se retrouve à concourir face à une autre qui, elle, n'en a pas ? » ; « Comment se fait-il que ce joueur de tennis de table de petite taille joue contre un autre qui dépasse, à vue d'œil, le mètre 80 ? » ; « Et pourquoi n'y a-t-il pas de malvoyants en basket, d'amputés en football ou de personnes avec un handicap mental en escrime ? »

Ces différences qui sautent aux yeux du néophyte résultent des classifications, processus complexe et propre à chaque discipline, qui

visent à garantir une certaine équité entre les athlètes. « La classification, c'est la première compétition de l'athlète paralympique », nous dit Arnaud Litou, le manager de la haute performance à l'Agence nationale du sport. Catégories, examens, contestations, triche... Libéré fait le tour des grandes questions autour de la classification.

Des catégories, pour quoi faire ?

Lors des Jeux olympiques, il n'y a pas de prise de tête : les hommes et femmes les plus rapides du monde se défient sur une piste d'athlétisme ou dans les bassins de natation, les meilleurs basketteurs, footballeurs, handballeurs s'affrontent sur les terrains. Pour les Jeux paralympiques, c'est une autre histoire : comme l'idée est de permet-

tre à toutes les personnes en situation de handicap de pouvoir s'exprimer, il est impossible de mettre côte à côte tout le monde sur la ligne de départ, indépendamment du type ou du degré de handicap. Sinon, les personnes aux handicaps les plus légers rafleraient toutes les médailles. Il existe donc diverses catégories pour offrir une compétition la plus équitable possible. Le principe est le même que pour les catégories de poids dans les sports de combat : faire concourir Teddy Riner, ses 2,04 m et ses 140 kilos, face au 1,60 m et aux 60 kg de Luka Mkheidze n'aurait aucun sens. D'un sport à l'autre, les critères pour déterminer ces catégories diffèrent. En tennis fauteuil, il suffit d'avoir un certain niveau d'atteinte aux membres inférieurs, qui empêche de pratiquer le tennis debout,

pour participer. En athlétisme ou en natation, c'est différent : on regroupe les athlètes en fonction de « niveaux de limitation fonctionnelle jugés similaires », explique le Comité paralympique et sportif français, sur son site internet. Une personne amputée de plusieurs membres peut donc nager à côté d'une personne qui, elle, a ses deux bras et ses deux jambes si on estime qu'une fois dans l'eau il n'y a plus de différences.

« On ne fait pas une catégorie par nom de maladie, cela n'aurait pas forcément d'intérêt, mais par l'impact du handicap dans la pratique du sport », explique Claire Delpou, médecin chargée du suivi médical réglementaire au sein de la Fédération française handisport. Arnaud Litou complète : « Le handicap est par nature singulier. Les classifications visent à rendre le moins imparfait possible un système qui l'est par nature. Si on voulait être parfait, il faudrait presque une catégorie par personne, mais il n'y aurait plus de compétition. »

Toutes les personnes handicapées sont-elles représentées ?

Chaque personne en situation de handicap qui souhaite faire carrière doit d'abord se demander si son handicap est pris en compte dans une catégorie du sport qui l'intéresse. D'une discipline à l'autre, les critères ne sont pas les mêmes. Une personne malvoyante peut sous certaines conditions pratiquer du football ou du cécifoot, mais il est impossible pour elle de participer aux Jeux en basket ou tennis, où il n'existe aucune catégorie destinée aux malvoyants. Il en est de même pour les handicaps mentaux qui ne sont inclus que dans trois sports aux Jeux : athlétisme, natation et tennis de table. Quant aux personnes malentendantes, elles n'ont tout simplement pas de catégorie dédiée aux Jeux paralympiques (lire page 21). Des compétitions à part, les Deaflympics, sont organisées tous les quatre ans (les prochains ont lieu à Tokyo, en 2025).

Comment sont classés les athlètes ayant des handicaps moteurs ?

Pour les personnes qui ont des déficiences motrices, chaque sport a son propre code de classification. Mais le principe est souvent le même : les athlètes passent entre les mains d'un panel d'examinateurs qui doivent, selon un cahier des charges, évaluer le degré d'impact du handicap dans la pratique du sport. « Ça fonctionne toujours en binôme, illustre Baptiste Hemeryck, kiné et classificateur national en natation. Une personne issue du corps médical regarde le dossier médical et fait des tests sur table pour évaluer la pathologie, la coordination, la force musculaire ou encore mesure les membres amputés pour estimer le pourcentage manquant. L'autre personne est un expert du geste sportif – ça peut être un coach, un ancien sportif. Il évalue les conséquences de la pa- »



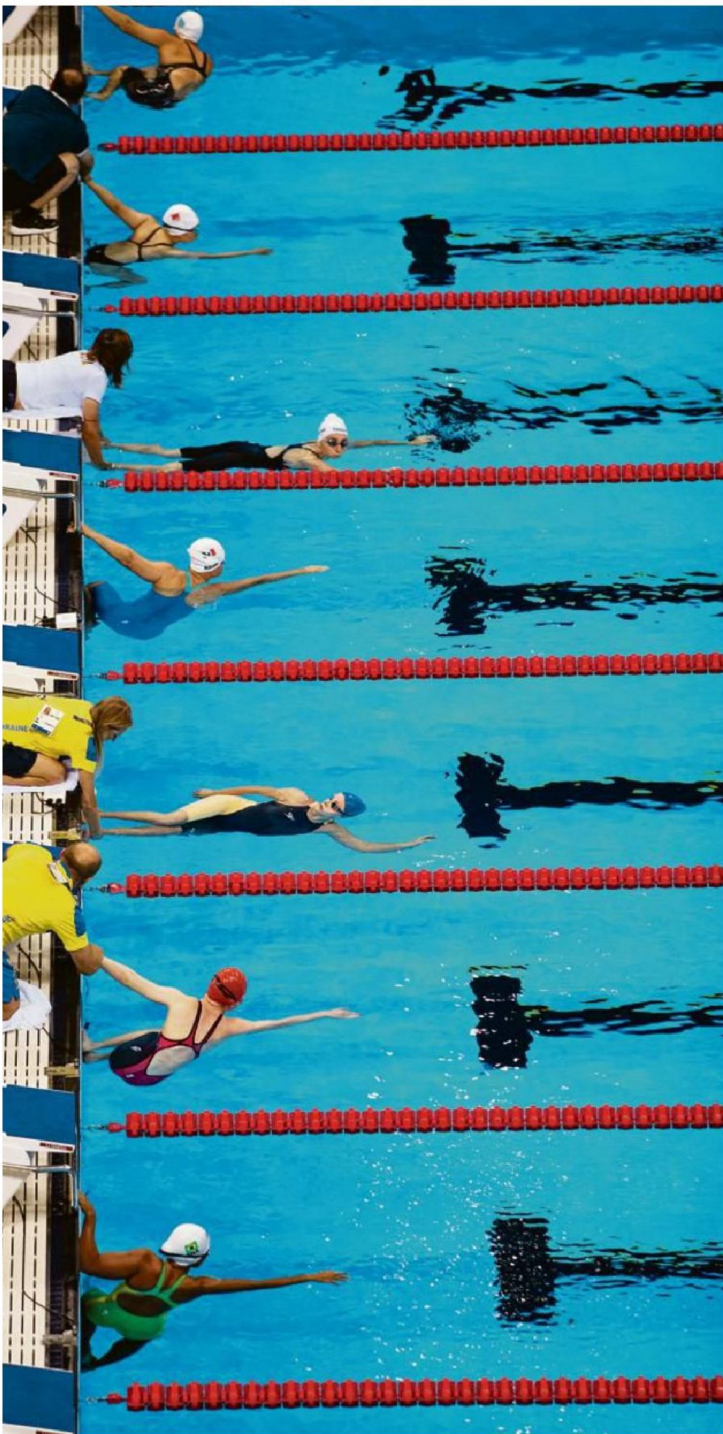
Lors d'une série du 50 mètres brasse

Classification paralympique

Les Jeux sont ainsi faits

DÉCRYPTAGE

Recherche d'équité, examens médicaux et sportifs, risque de triche... Subtiles, les catégories régissant la compétition qui débute mercredi dépendent de l'impact du handicap sur la pratique sportive des athlètes. D'une épreuve à l'autre, les critères varient et sont parfois contestés.



femmes lors des Jeux paralympiques de Rio, en septembre 2016. PHOTO AL TIELEMANS. AFP

●●● *thologie en pratique. Dans l'eau, il regarde la flottabilité, la nage ou encore la propulsion.* » À l'issue du test, une classe est attribuée au sportif. En natation, détaille Claire Delpouve, une personne qui n'est pas en situation de handicap a 300 points de «fonction», le maximum. Puis on enlève des points en fonction de l'atteinte qu'entraîne la pathologie sur la pratique. A partir de 15 points de perdus, on est éligible à la compétition, dans la catégorie S10. Ensuite, par tranche de 20 à 25 points, on change de catégorie, jusqu'à la catégorie S1 pour ceux qui ont 65 points ou moins.

En athlétisme ou en tennis de table, le principe est similaire, même si toutes les pathologies ne se mélangent pas. Il existe ainsi en athlétisme des catégories distinctes pour les personnes qui ont un handicap moteur cérébral, qui sont en fauteuil, qui sont amputées au niveau de leurs membres supérieurs ou inférieurs, avec là aussi plusieurs sous-catégories en fonction de la gravité de la pathologie et de son impact sur la pratique. Forcément, le nombre de podiums explose : il y aura lors des Jeux paralympiques 549 médailles d'or distribuées, contre 329 pour les JO (qui comptaient pourtant dix sports de plus). Les athlètes sont ensuite observés en compétition pour s'assurer que la catégorie qui leur a été attribuée correspond bien à leur handicap et que leurs capacités et performances sont les mêmes que lors de l'évaluation. Ils repassent un examen similaire à l'étranger lorsqu'ils veulent participer à des compétitions internationales.

Qu'en pensent les athlètes ?

Qui dit évaluation du handicap dit, parfois, frustrations. Il arrive régulièrement qu'un sportif se retrouve dans une catégorie qui lui est moins favorable, dans laquelle il aura plus de mal à performer et à atteindre les podiums que dans une autre. Ceux qui s'estiment lésés peuvent toujours déposer un recours et être réexaminés par un autre panel. D'autres, à l'inverse, ont du mal à comprendre pourquoi certains athlètes, qu'ils pensent pourtant moins lourdement handicapés qu'eux, se retrouvent à concourir à leurs côtés. Théo Curin, quadri amputé, avait ainsi décidé d'arrêter la natation en voyant deux nageurs qui avaient des mains arriver dans sa catégorie et écraser la concurrence.

Avec les sous-catégories, le nombre de podiums explose : 549 médailles d'or seront distribuées, contre 329 aux JO, qui comptaient pourtant dix sports de plus.

«Être classificateur, c'est un peu comme être sélectionneur de foot : on a tous une opinion sur les joueurs qu'on mettrait sur le terrain. Evidemment que, parfois, on peut trouver ça injuste. La catégorie qui nous est assignée, ou qui est assignée à quelqu'un d'autre, peut ne pas correspondre à ce que l'on ressent, à ce que l'on voit, explique Sami El Gueddari, directeur technique à la Fédération française handisport. Mais il y a tout un suivi médical derrière, des professionnels qui ont eu accès au dossier de l'athlète. Les procédures s'appuient sur des éléments robustes qui sont constamment revus et améliorés.

«La classification est là pour être juste, pour garantir l'équité des chances, pour évaluer ce que je peux faire, pas ce que je ne peux pas faire, poursuit-il. Par exemple, si vous n'avez pas de handicap, théoriquement rien ne vous empêche de nager comme [Laure ou Florent] Manaudou. Après, tout le monde n'a pas les capacités de Manaudou. Ici, c'est pareil : on peut se dire qu'on est dans une catégorie qui n'est pas la nôtre et abandonner, ou se dire qu'on peut se battre pour progresser et rattraper les meilleurs.»

Peut-on falsifier les tests ?

Quand on évoque la classification des athlètes, un refrain revient toujours : la triche. Paraît-il que certains exagèrent volontairement leur handicap lors des tests, en rajoutent, jouent la comédie pour être inscrits dans une catégorie qui leur est plus favorable. Paraît-il aussi que certaines délégations incitent leurs athlètes à multiplier les exercices physiques avant un test pour être plus fatigués.

Les mêmes exemples de triche reviennent en boucle : cette cycliste néerlandaise qui faisait du vélo en fauteuil alors qu'elle était, en vérité, capable de marcher ; ces joueurs de basket espagnols qui s'étaient fait passer pour porteurs d'un handicap mental alors que la majorité d'entre eux n'en avaient pas ; ou encore cette nageuse malvoyante allemande qui n'était finalement pas si malvoyante que ça, et avait même fini par passer son permis de conduire après sa carrière.

Pour Sami El Gueddari, ces rares situations appartiennent au passé : «Dans les années 80, 90, et au début des années 2000, c'était différent, le monde paralympique était moins structuré et plus amateur. Mais aujourd'hui, cette triche relève plus de la légende qu'on raconte en tribunes. Les tests sont ultra-poussés, on continue de regarder l'athlète en compétition pour s'assurer que ses performances correspondent à ce que l'on a vu pendant l'examen et, s'il y a un doute, on peut toujours revoir l'athlète.» Claire Delpouve confirme : «Tricher, il y en a probablement qui essayent, mais ça n'a aucun intérêt. En tennis de table, on va utiliser des capteurs de puissance pour évaluer la force de frappe et la fatigabilité, en athlétisme ou en natation on va comparer les temps entre l'examen et la compétition... Les tricheurs finissent par se faire prendre.»



LIBÉ.FR

Immersion dans la Silicon Valley : pour les étudiants de Stanford, «l'intelligence artificielle, c'est comme... Dieu!»

Depuis l'arrivée de ChatGPT, difficile de trouver un étudiant en informatique de Stanford qui n'étudie pas l'IA. De leurs motivations à leurs idées... pas toujours éthiques, Libé a rencontré ces cerveaux en passe de construire les algorithmes de demain. PHOTO WASHINGTON POST. GETTY IMAGES

Arrestation de Pavel Durov, curieux patron de Telegram

Sous le coup d'un mandat de recherche des autorités françaises, le milliardaire franco-russe de 39 ans a été arrêté samedi à l'aéroport du Bourget. La justice lui reproche diverses infractions de sa messagerie chiffrée.

Par **LEONARD CASSETTE** et **LOUIS MOULIN**
avec AFP

Le mandat de recherche dont il faisait l'objet ne l'avait pas empêché d'atterrir en France comme si de rien n'était. Mais Pavel Durov, le patron de la célèbre messagerie chiffrée Telegram – largement utilisée par le gouvernement français, outil de communication de différentes forces étatiques en temps de guerre –, a été arrêté samedi à l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), à sa descente d'un avion en provenance de Bakou, en Azerbaïdjan.

Un mandat de recherche avait été émis à son encontre par l'Ofm, chargé de la lutte contre les violences faites aux mineurs, en tant que service coordonnateur d'une enquête préliminaire pour des infractions allant de l'escroquerie au trafic de stupéfiants, au cyberharcèlement, à la criminalité organisée, en passant par l'apologie du terrorisme. Telegram, dont les groupes de discussion peuvent accueillir jusqu'à 200 000 personnes, est parfois accusé d'augmenter le potentiel viral des fausses informations et la prolifération de contenus haineux, néonazis, pédocriminels, complotistes ou terroristes. Si la plateforme Telegram est connue, le profil de son fondateur – qui demeurait en

garde à vue dans les locaux de l'office national anti-fraude dimanche – l'est moins. Pavel Durov, 39 ans, né en 1984 à Leningrad en Russie, a été naturalisé français en 2021 sous le nom de Paul du Rove «par le biais d'une procédure exceptionnelle et très politique», indiquent nos confrères du *Monde*, celle dite de «l'étranger émérite». Selon le journal, il n'existe pourtant pas de trace publique d'une quelconque action de sa part qui aurait contribué au rayonnement de la France. Vivant depuis 2017 à Dubaï – où se situe le siège de Telegram –, le milliardaire détient aussi la nationalité émiratie et possède un passeport du paradis fiscal de Saint-Christophe-et-Niévès, dans les Caraïbes.

Libertaire. Après des études à Saint-Petersbourg, Pavel Durov crée à 22 ans l'équivalent russe de Facebook: VKontakte (VK). Racheté par Gazprom, une société étroitement liée au Kremlin, le réseau social est ensuite passé sous le contrôle de la Fédération de Russie et a un temps été banni du magasin d'applications d'Apple. L'informaticien se définit comme un opposant à Vladimir Poutine: malgré les demandes des autorités russes, il a plusieurs fois refusé de fermer des comptes VK comme celui d'Alexei Navalny et de communiquer des coordonnées d'activistes ukrainiens. En 2014, sous la pression du régime russe, il rend son passeport, quitte la direction de VK et fuit la Russie.

Un an auparavant, en 2013, Pavel Durov avait cofondé la messagerie chiffrée Telegram avec son frère, Nikolai. Une messagerie chiffrée gratuite, concurrente de Whats-

App ou Signal, qui s'est rapidement positionnée à contre-courant des plateformes américaines, critiquées pour leur exploitation mercantile des données personnelles. Dans une rare interview accordée en avril à Tucker Carlson, ancien de Fox News aux penchants prorusses et complotistes, le très discret chef d'entreprise expliquait avoir eu l'idée de lancer son application après avoir subi la pression du gouvernement russe et se définit comme un libertaire, défenseur de la vie privée: «Je préfère être libre plutôt que de recevoir des ordres de qui que ce soit.»

Politiquement, Pavel Durov est à tout le moins curieux. A la fac, alors qu'il code, il se plaît à écouter les discours de ses «grands orateurs» préférés, Martin Luther King, Malcolm X ou Mussolini, note *XXI* dans une enquête parue en juin 2019. Il a grandi dans un milieu intellectuel, fils d'une journaliste, Albina Alexandrovna, et d'un latiniste reconnu, Valeri Semenovitch, auteur de biographies de César ou Néron, cette dernière figure exerçant une certaine fascination sur

L'HISTOIRE DU JOUR

Durov. Mégalo, l'informaticien qui ne jure que par des tenues entièrement noires et cultive la ressemblance avec Neo, le héros de la trilogie *Matrix*? «Pavel a toujours voulu être connu et manipuler les esprits. Du moins, il voulait créer de grandes choses, répercuter par quantité de gens», dit à *XXI* Ilya Perepolsky, cofondateur de VK.

Avec plus de 900 millions d'utilisateurs dans le monde, Telegram est une réussite selon son créateur. La plateforme, qui veut dépasser le milliard d'utilisateurs mensuels actifs d'ici un an, se vante de ne rien censurer. Forte de cet aspect, elle est utilisée par divers trafiquants



Pavel Durov à San Francisco en 2014. PHOTO JIM WILSON NYT REDUX REA

et par des terroristes. Elle a ainsi permis aux assaillants jihadistes de Saint-Etienne-Rouvray, en 2016, d'annoncer leur projet meurtrier et de se mettre en relation pour se coordonner et assurer leur propagande.

Fortune. Pendant le week-end, il a notamment été soutenu par Elon Musk. Dans plusieurs messages postés sur X (ex-Twitter) le milliardaire sud-africain a appelé à sa libération, en relayant un extrait de l'interview de Pavel Durov par Tucker Carlson. Dans celle-ci, le Franco-

Russe explique que le réseau social est devenu pro-liberté d'expression, parlant d'une avancée positive pour les réseaux sociaux: «Ce que X essaie de faire, c'est d'innover, en essayant de donner le pouvoir aux créateurs. [...] Je pense que nous avons besoin de plus d'entreprises comme celle-là. Je ne sais pas si c'est bon pour l'humanité que Elon [Musk] passe autant de temps sur Twitter à l'émousser, mais c'est définitivement bon pour l'industrie des médias sociaux.» L'ancien candidat indépendant à la présidentielle amé-

ricaine Robert F. Kennedy Jr, qui vient de se rallier à Donald Trump, a lui affirmé sur X que «la nécessité de protéger la liberté d'expression n'a jamais été aussi urgente». Avec une fortune estimée à 15 milliards de dollars, comme le note BFMTV, Pavel Durov affirme ne posséder aucun bien important et explique ne pas consommer d'alcool, de caféine, de médicaments, de viande, de produit laitier ou de gluten. Une vie d'ascèse qui ne l'empêche pas de voyager en jet privé. Et d'être attendu par la police française sur le tarmac. ➤



LIBÉ.FR

L'enconcombrant tiktokeur à l'origine d'une pénurie de concombres en Islande

Le Canadien Logan Moffitt, créateur de contenus sur TikTok et surnommé «Monsieur Concombre» («Cucumber guy» en version originale), a suscité une telle frénésie autour de ses recettes qu'il pourrait être en partie responsable d'une pénurie de concombres en Islande. PHOTO DR

Quel succès! 540 millions de dollars levés en un mois par Kamala Harris

L'équipe de la candidate démocrate, Kamala Harris, a annoncé dimanche avoir levé plus d'un demi-milliard de dollars depuis le début de sa campagne il y a un mois. Il s'agit d'un «record dans l'histoire», selon eux. La vice-présidente, qui a rejoint la course à la Maison Blanche le 21 juillet, a été investie cette semaine à Chicago lors d'une convention démocrate euphorique. Cette levée montre un changement radical de dynamique après le marasme dans lequel étaient les démocrates à la suite de la performance catastrophique de Joe Biden lors du débat fin juin face à Donald Trump.

Quel échec! Les astronautes de la mission Boeing coincés huit mois

Ils devaient partir huit jours dans l'espace, ils y resteront huit mois: les deux astronautes acheminés jusqu'à la Station spatiale internationale par le vaisseau Starliner de Boeing ne rentreront sur Terre qu'en février avec le concurrent SpaceX, a annoncé la Nasa samedi. Les difficultés en série rencontrées sur le Starliner ont conduit à cette lourde décision de ne pas utiliser ce vaisseau pour ramener Butch Wilmore et Suni Williams sur Terre. Un camouflet pour Boeing, déjà embourbé par des déboires à répétition sur ses avions de ligne.

Ligue 2: à Lorient, le silence plein de colère des supporters

Premier match à domicile pour Lorient cette année. Il est 13 h 30 au Moustoir, le stade dans lequel évoluent les «Merlus». Coup de bol, on est samedi – alors que les huit autres affiches de Ligue 2 ont désormais lieu en semaine. Sur place, ils sont une dizaine de milliers à venir assister à la rencontre avec Grenoble. Le coup de sifflet retentit et le Moustoir se tait. L'ambiance est glaciale. «Le foot, c'est le week-end, à des horaires décent», lit-on sur une banderole. Pendant de longues minutes, le silence est pesant. Puis un «bein, bein, on t'encoute» résonne, entonné par les supporters grenoblois, acclamés par les Lorientais.

Slogans hostiles à la chaîne bein (qui vient d'acquiescer la majorité des droits de diffusion du championnat) ou à la Ligue de football professionnel habillent les différents gradins depuis la reprise de la saison de Ligue 2, le 16 août. Plus tôt dans le mois, un communiqué d'une vingtaine de groupes de supporters annonçait une grève reconductible «de toutes leurs activités d'animation en tribune» pour marquer leur opposition à la nouvelle programmation des matchs. Car désormais, selon la volonté de bein, l'essentiel des rencontres est joué le vendredi, contre une seule le samedi, et le reste le lundi.

«La reprise se fera dans un silence à la hauteur de notre exaspération», avançaient encore les supporters en début de mois, tout en annonçant «se réserver le droit de recourir à toute action visant à perturber la diffusion des rencontres par BeinSports». Vendredi soir encore, avec leur pancarte «bein Sports tue la Ligue 2» tendue devant la caméra de la chaîne, les supporters de Pau ont temporairement empêché la diffusion du match contre Caen vendredi.

La colère s'est donc bien fait entendre samedi à Lorient, avant même la rencontre, avec la dégradation de deux camions régie de bein. Des

individus «agissant à visage dissimulé» ont jeté de la peinture, «endommagé du matériel audiovisuel et usé de fumigènes avant de prendre la fuite, tout en emportant apparemment certains matériels», mentionne auprès de Libé le parquet de Lorient. Au Moustoir, les Lorientais ne cachent pas leur agacement. Yann est venu avec son fils: «Je travaille, j'ai des enfants, j'habite à une heure de voiture du stade, justifie-t-il. Je ne venais déjà pas si souvent, mais maintenant, les vendredis, c'est mort.»

JÉRÉMY TORRES

Envoies spécial à Lorient

Lire en intégralité sur liberation.fr

Après l'attentat de Solingen, le spectre d'une victoire de l'AfD

Après la reddition samedi du principal suspect de l'attaque meurtrière au couteau perpétrée la veille à Solingen, dans l'ouest de l'Allemagne, et dont le bilan s'élève à trois morts et huit blessés, les yeux se tournent vers l'est du pays, où se tiendront dimanche des élections régionales. Trois Länder – Thuringe, Saxe et Brandebourg – éliront leurs parlements régionaux. L'attentat, revendiqué par le groupe Etat islamique, risque de bénéficier à l'AfD (Alternative für Deutschland), parti violemment anti-immigration et proche du néo-nazisme, porté par son succès aux européennes de juin: 15,9% des voix et 14 sièges au niveau national.

Samedi soir, le ministre régional de l'Intérieur de Rhénanie du Nord-Westphalie, Herbert Reul, déclarait: «Ce qui nous avons cherché toute la journée est depuis peu en garde à vue.» Le suspect se serait rendu à la police après une cavale de vingt-quatre heures, les vêtements encore tachés de sang. Selon les médias Bild et Der Spiegel, il s'agit d'Issa Al H., un Syrien de 26 ans ar-

rivé en Allemagne en 2022 et bénéficiaire du statut de «protection subsidiaire», souvent accordé aux personnes fuyant la Syrie, pays en guerre civile. Il aurait en outre fait l'objet d'une mesure d'expulsion vers la Bulgarie, Etat où son arrivée avait été enregistrée et où il aurait dû déposer sa demande d'asile. Selon le vice-chancelier allemand, Robert Habeck, il ne figurait pas sur les listes des services de sécurité répertoriant les extrémistes islamistes considérés comme dangereux. Le parquet anti-terroriste de Karlsruhe a ouvert une enquête dimanche. Le suspect a été écroué le même jour.

Vendredi soir, l'agresseur a attaqué au hasard les spectateurs d'un «festival de la diversité», organisé à l'occasion des 650 ans de la fondation de la ville de Solingen. «Il s'agissait d'une attaque ciblée au niveau du cou» des victimes, a indiqué le chef de la police locale. «L'auteur de l'attaque contre un rassemblement de chrétiens dans la ville de Solingen [...] est un soldat» de l'EI, a affirmé dans la soirée de samedi le groupe

jihadiste dans un communiqué transmis via son groupe de propagande, Amaq. L'homme a agi «pour venger les musulmans de Palestine et de partout ailleurs», ajoute le texte.

Plongée dans la consternation, une partie de l'Allemagne redoute une nouvelle poussée de l'extrême droite lors des scrutins de dimanche. En Thuringe, le candidat de l'AfD, Björn Höcke, a mené une campagne haineuse axée sur la «remigration», l'expulsion massive tant d'étrangers que d'Allemands d'origine étrangère. Il était déjà crédité avant l'attaque terroriste de 30% des intentions de vote. Il représente la frange radicale de l'AfD, proche des mouvances néonazies. Dans ce Land, le parti social-démocrate (SPD) du chancelier Olaf Scholz s'expose à une débâcle électorale. Mais même si l'AfD remporte les élections régionales, il est peu probable qu'elle accède au pouvoir car les autres partis ont exclu toute alliance avec elle pour former une majorité.

FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ

Les informés

de franceinfo,
du lundi au vendredi
de 20h à 21h

1h de décryptage
et d'analyse

franceinfo:
chaque lundi
avec

Libération

CHOUETTE D'OR

La chasse au trésor qui pousse tout le monde hibou

Enigme mal fagotée ou arnaque ? Alors que des chasseurs amateurs tentent de retrouver le précieux volatile depuis trente et un ans, les esprits s'échauffent de plus en plus et la justice s'en mêle.

La véritable Chouette d'or, d'une valeur de 150 000 euros, est enfermée dans un coffre. PHOTO S. BRIOLANT

Par
RENAUD LECADRE

Un bail interminable, peut-être sans fin. Depuis la nuit du 23 au 24 avril 1993, les «chouetteurs», comme ils se sur-nomment entre eux, cherchent en vain la cachette d'une statuette de 70 cm de large, enfouie quelque part en France, vraisemblablement dans le nord-est de l'Hexagone. Trente et un ans à creuser des trous un peu partout, à faire exploser les ventes de pelles et de détecteurs de métaux, à alimenter les spéculations, les débats sans fin, voire susciter des théories du complot. Et, fatalement, à encombrer les tribunaux. En réalité, une simple copie en bronze serait enterrée, à échanger contre la véritable Chouette d'or, d'une valeur de 150 000 euros, soit un million de francs au début du jeu. A l'abri dans un coffre, elle ne contiendrait «que» 2,7 kilos d'or et 7 kilos d'argent, agrémentés de quelques diamants sur le crâne de la bestiole.

Dans *Chouette d'or, l'enquête* (éditions Du Trésor), livre très documenté publié en 2022, Julien Alvarez, chasseur de la première heure, livre son verdict : «A mon sens, la chasse a été mal conçue, ou plutôt mal calibrée dans sa difficulté.» La preuve : le créateur de la chasse au trésor, Régis Hauser (dit Max Valentin, pseudo destiné à lui éviter d'être harcelé par les chouetteurs),

concevra par la suite 63 autres jeux de pistes, tous résolus dans des délais raisonnables. Parfois en quelques mois. Dans *la Chouette d'or, trente ans d'arnaque*, publié (via Amazon) en 2023, Yvon Crolet, infatigable chercheur du volatile, assure que tout est bidonné. Après avoir lui-même beaucoup phosphoré, comme ces milliers de chouetteurs qui continuent de s'investir, désormais sur un canal Discord, entre partisans de telle piste ou défenseurs de telle autre théorie, comme le racontait un excellent récit dans nos colonnes l'an passé, il le confesse : «Je ne cherche plus, c'est trop addictif !» Il passe, depuis, son temps à titiller les organisateurs du jeu. Au risque de se bâtir une réputation de parano, voire de comploteur : «On me présente comme le cinglé de service, explique-t-il à Libération. Mes nombreux noms d'oiseaux sont le prix à payer.»

Enveloppe scellée

Mort la nuit du 23 au 24 avril 2009, seize ans pile poil après avoir lancé la plus ancienne des chasses au trésor, Régis Hauser a emporté à 62 ans ses secrets dans la tombe. Mais il aurait pris soin de laisser à ses héritiers la solution sous enveloppe scellée. L'affaire fera plus tard l'objet d'une bataille de droit de propriété devant les tribunaux.

De son vivant, il avait monté un (lucratif) serveur minitel, 3615 Maxval (pour Max Valentin), où il avait répondu à pas moins de 118 000 questions de chouetteurs.

Ses réponses, ou plutôt oracles, baptisées Madit (pour Max a dit), lui avaient parfois donné l'allure, selon ses contempteurs, d'un gourou à la tête d'une secte. Le sentiment est partagé par de nombreux chasseurs. Selon les calculs du chouetteur Julien Alvarez, ce minitel lui aurait rapporté l'équivalent de 7500 euros mensuels. De quoi bien s'engraisser sur le dos de la chouette. D'autant plus que les rééditions de l'ouvrage initial du créateur de l'énigme, *Sur la trace de la chouette d'or*, se sont multipliées.

Dernier épisode en date de cette saga sans fin : un joueur français d'origine indienne, Julien, surnommé le Chasseur d'Orion dans le microcosme, prétend avoir localisé la chouette. Certes, il n'est pas le premier chercheur à y croire, mais il se dit sûr de son coup : «J'ai plié le jeu en une semaine, jour et nuit, tout de même. Ma solution tient sur 300 pages.» Comme bien d'autres, il affirme qu'elle est dans le quart nord-est de la France, mais sur un site naturel classé, car incluant un monument historique. Impossible, donc, d'aller creuser lui-même en pleine nuit. Démarche originale, Julien dit avoir confié sa résolution de l'énigme aux pouvoirs publics locaux, à charge pour eux de déterrer

la bestiole. Peu confiant sur l'actuel organisateur de la chasse au trésor, il souhaite «exposer [sa solution au grand jour, éventuellement devant un tribunal, qui devra la valider]. Issu d'une famille de grands militaires, il a écrit au Président dans le but que l'authentique Chouette d'or revienne finalement à la nation tout entière.

Aux enchères chez Drouot

Passionné de trésors perdus, Julien explique à Libération sa méthode. «Régis Hauser n'était pas un littéraire mais un scientifique. C'est pour cela que la plupart des gens se trompent.» A l'entendre, l'allusion au «zénith» en cours d'énigme ne signifie pas le sud de la France, mais un «angle mathématique». Idem quand il est question de «Hernani» dans la course aux indices : «Tout le monde fonce sur la pièce de théâtre de Victor Hugo, mais ce n'est pas du tout ça !» A l'entendre, une partie de la solution passera plutôt par le séjour de Léonard de Vinci au Clos Lucé, ce manoir de la Loire qui a accueilli les derniers jours de l'auguste artiste...

Il porte un regard finalement mitigé sur le concepteur de la chasse au trésor. «Régis Hauser a mis la barre très haut, avec des effets miroirs, mais placé un verrou qui rend la résolution presque impossible.» Quoi

que : «Il y a une méthode particulière pour trouver, elle est limpide et implacable.» Et de citer l'exemple d'un escape game dont seule une personne autiste aurait trouvé la clé. Mais Julien nous le garantit : le lieu final, du moins celui qu'il pense avoir trouvé, «sort vraiment de l'ordinaire et défie tous les pronostics».

Pour expliquer l'absence de découverte du trésor, Régis Hauser avait fini par avouer sur son serveur minitel : «La seule chose que je ne referai plus, c'est de saturer [les énigmes d'origine] de fausses pistes avec un soin méticuleux.» Adressant également ce clin d'œil aux adeptes : «Certaines de leurs fausses pistes sont bien plus astucieuses que les miennes.» Avant de les embrouiller un peu plus : «J'ai greffé sur les énigmes 30 fausses pistes, et une 31^e, la bonne.» Comprenez qui pourra : l'affaire est volontairement confuse, et en rajoute sur les éventuelles solutions labyrinthiques. D'autant que les onze énigmes ne permettent que de localiser la zone de l'enfouissement, mais pas son lieu exact. Seule une «12^e énigme cachée», faite d'éléments épars contenus dans les onze premières, le permettrait. A ce niveau de complexité, il n'est guère étonnant que la chasse au trésor soit toujours dans l'impasse. Julien Alvarez note avec malice que



la phrase qui figure en quatrième de couverture du livre initial (*«La Chouette d'or peut être découverte par un écuyer de 15 ans»*), ne sera pas reprise dans les rééditions suivantes... Michel Becker, coauteur de la chasse au trésor, l'a admis dans un appel avec des chouetteurs en 2021: *«Il n'y avait pas de fausses pistes au départ, ce n'était pas prémédité. Quand Régis Hauser a vu sur quelles fausses pistes s'engageaient les chercheurs, il a tout récupéré et voulu les faire siennes.»* Cet artiste peintre n'a pas participé à l'élaboration des énigmes, mais les a illustrées par des peintures, qui devaient en théorie éclairer un peu plus les chercheurs. En pratique, les indices semblent avoir été modestes. Désormais seul maître à bord de la chasse, Michel Becker concentre aujourd'hui sur sa personne les critiques – il n'a pas répondu aux sollicitations de *Libération*. Pour avoir participé à la fabrication de la

Chouette d'or, celle conservée dans un coffre, via ses relations dans le milieu de la joaillerie, il en est en quelque sorte l'usufruitier. Il se rajoute une dose de stupefaction lorsque cet infamand découvre, en juin 2014, sa vente aux enchères chez Drouot. L'équivalent d'une haute trahison pour les chouetteurs. Becker proclame ainsi que la chasse est terminée et souhaite rentabiliser son bien. Ou est-ce alors un simple coup de pression sur les héritières de Régis Hauser? Car si lui a la main sur le trophée, elles ont la solution pour trouver sa copie enfouie. Après des années de palabres, la veuve et les deux filles acceptent finalement de remettre l'enveloppe à Michel Becker, aujourd'hui seul dépositaire de la chasse. Pour Jean-Marc Volpelière, ancien dirigeant de l'Association des chercheurs de la Chouette d'or (A2CO): *«On veut bien le laisser assumer la suite du jeu, mais pas les solutions, car il n'est pas clair.»* Ancien prof de math puis ingénieur chez IBM, il estime sans rire que *«la chasse est très carrée, sans approximation: le seul problème est qu'on ne sait pas comment se résoudre à faire aboutir une énigme. C'est chronophage et pénible»*. Faute de dénicher la bête, de nombreux chasseurs ont tenté de faire valider leur solution de

l'énigme par la voie judiciaire, ou devant huissier. En vain. Et les héritières de Max Valentin entassent des dizaines de sacs postaux contenant leurs propositions.

Yvon Crolet dénonce ce qu'il croit pouvoir qualifier d'arnaque: *«Je propose ma solution, qu'elle soit valide ou pas. Mais [l'organisateur] me demande de payer!»* Une arnaque doublée selon lui d'une dérive: *«La chasse, présentée à l'origine comme un jeu de sagacité, s'apparente désormais à une loterie»*, les jeux de hasard étant interdit en France en dehors du monopole, bien sûr, de la Française des jeux. Sur les réseaux sociaux de chouetteurs, Michel Becker rétorque qu'il s'agit d'élucubrations...

Ce dernier s'est distingué en rééditant le livre initial, sous sa propre maison d'édition. Une de plus: dans le microcosme de la chouette, le nombre d'éditeurs en herbe ne cesse de croître. Mais cette dernière version du livre a été augmentée des consignes écrites que lui avait données Régis Hauser en 1993 pour illustrer ses onze énigmes. Une plus-value potentielle pour les chasseurs. L'A2CO le soupçonne d'en avoir d'abord donné lecture à quelques proches triés sur le volet, ce qu'il dément formellement.

Machin en ferraille

Un autre épisode a pu nuire à sa renommée: en octobre 2021, muni de la solution de l'énigme, il est allé en pleine nuit, quelque part en France, accompagné d'un huissier, déterrer le trésor pour en vérifier l'emplacement par lui-même. Mais au lieu d'une copie en bronze, il serait tombé sur un vulgaire machin en ferraille enrobé dans un sac plastique. Des chouetteurs paranos ou imaginatifs, qui ne manquent pas dans ce milieu, ne croient pas une seule seconde à cette version.

La saga n'a pas fini d'encombrer les tribunaux. A Avignon, une procédure civile oppose depuis 2019 Yvon Crolet à Michel Becker, avec l'association de joueurs A2CO comme arbitre des inéligences: *«Le premier est un seriat procédurier, mais nous avons une confiance limitée dans le second»*, résume à *Libération* son actuel président, Gérard Simon. L'affaire n'est cependant pas près d'être jugée au fond: pas moins d'une vingtaine d'audiences de procédure se sont succédé depuis quatre ans au tribunal civil d'Avignon, car les deux adversaires multiplient à loisir des contre-arguments de forme. Voire de fond(s).

Et ce n'est pas fini. A Strasbourg, la justice est allée encore plus vite. Le tribunal correctionnel a été saisi d'une plainte en diffamation de Michel Becker, qui n'a guère goûté de se faire injurier par Yvon Crolet sur son site internet. Les juges l'ont débouté en mars pour vice de forme. Motif: il *«n'est pas précisé le lieu et la date de la commission des faits»*. Relatifs aux soupçons d'insultes. Comme quoi, on peut s'improviser éditeur. Mais pas juriste. ♦

Libération

Le prix pour regarder la Ligue 1 en 2024 est-il historiquement élevé?

Est-il vrai que l'océan Atlantique se refroidit à une vitesse record?

Quel est le taux de létalité de la nouvelle souche du MPox?

A-t-on enfin l'explication du mystérieux signal «Wow!» capté dans l'espace en 1977?

Vous demandez

nous vérifions



CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN



Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

**DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ- Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France

avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant

porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobilier, laques, paravents...

Décorations asiatiques : corail, jade...

MAISON ALEXANDRA

06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

est habilité pour toutes **VOS ANNONCES LÉGALES**

sur les départements **75** **93** **94**

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales-libe@teamedia.fr

**Vous
voulez
passer
une
annonce
dans**



**Vous
avez
accès à
internet ?**

**Découvrez notre site
de prise d'annonce
en ligne**
**[http://petites-annonces.
liberation.fr](http://petites-annonces.liberation.fr)**



Libé

PLONGEZ DANS L'ACTUALITÉ !

Offre spéciale été - Papier + numérique

2 mois pour 30,90€

Puis 30,90€/mois sans engagement

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à
Libération, Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc,
60643 Chantilly Cedex. Offre réservée aux particuliers

ETFLIB24

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale de Libération

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal | | | | | Ville

Numéro de téléphone | | | | | | | | | |

E-mail _____@_____

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur liberation.fr)

Date de début souhaitée de l'abonnement * _____

☐ Règlement par carte bancaire[illegible]

☐ **Règlement par prélèvement SEPA. Je serai prélevé de 30,90 € pour 2 mois**
(au lieu de 124€ prix kiosque), puis de 30.90€/mois (au lieu de 62€ prix kiosque).
Je m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment

IBAN | | | | || | | | | || | | | | || | | | |

RIC		<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">Signature obligatoire :</div>
-----	--	---

*La date de début d'abonnement peut varier selon le planning de parution ou le délai de réception et de traitement du formulaire d'abonnement. Nous tiendrons de vous nous rapprocher le plus possible de la date souhaitée.

Offre pour les particuliers valable jusqu'au 31/08/2024 pour un abonnement en France métropolitaine. Le livraison est assurée par un porteur avant 11h dans plus de 500 villes, les autres communes sont livrées par voie postale. Les informations requises sont nécessaires à Libération pour la mise en place et la gestion de l'abonnement.

Conformément à la loi « informatique et liberté » - du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que nous vous transmettrons en adressant un mail à donnees-personnelles@liberation.fr. Pour en savoir plus sur les données personnelles, rendez-vous sur <https://www.liberation.fr/france/>.

Moi
+ Toi
+ EUX = NOUS
ENSEMBLE
AGISSONS.
DONNEZ !


SECOURS
POPULAIRE
FRANÇAIS

Pour un monde
plus juste
et plus solidaire
Rejoignez
Le Secours populaire
preche chez vous.
secourspopulaire.fr


FRANCE

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. **Camping Paradis.** Série. Salas au Paradis (Parties 1 & 2). Avec Laurent Guiraud. 23h00. **Eurodream.** 23h05. **Camping Paradis.** Série. Un cirque au Paradis (Parties 1 & 2).

FRANCE 2

21h10. **Nautilus.** Série. La guerre froide. Le point de bascule. 22h45. **Nautilus.** Série. La chevauchée des Walkyries. Bouquet final.

FRANCE 3

21h10. **Les fugitifs.** Comédie. Avec Pierre Richard, Gérard Depardieu. 22h35. **Il s'est vivants.** Comédie dramatique. Avec Marina Fois, Seear Kohi.

CANAL+

21h00. **Un meurtre est-il facile ? D'après Agatha Christie.** Série. Épisodes 1 & 2. Avec Morfydd Clark, Penelope Wilton. 23h05. **Hot ones.**

ARTE

20h55. **Mariage à l'italienne.** Comédie. Avec Sophia Loren, Marcello Mastroianni. 22h35. **Marcello Mastroianni.** Documentaire. L'Italien idéal.

M6

21h10. **L'amour est dans le pré.** Télé-réalité. Saison 19 : Episode 2 (1/2). Présenté par Karine Le Marchand. 23h05. **L'amour vu du pré.**

FRANCE 4

21h00. **Laurent Bardainne & Tigre d'eau douce.** Concert. Jazz à la Villette 2023. 21h45. **Goce Penguin.** Concert. Jazz à la Villette 2023. 23h10. **Stings.** Concert. Chambord Live.

FRANCE 5

21h00. **Nus & culottés.** Documentaire. Objectif Corse. Objectif la vie de Saint Jean. 22h50. **C dans l'air.** Magazine.

PARIS PREMIÈRE

21h00. **Capitaine Marleau.** Série. En trompe-l'œil. Avec Corinne Masiero, Pierre Arditi. 23h00. **Boon : la traque.** Téléfilm.

TMG

21h25. **Captain America : Civil War.** Action. Avec Chris Evans, Robert Downey Jr. 00h00. **Largo Winch 2.** Film.

W9

21h10. **FBI.** Série. Deux sœurs. Allison Becker a disparu. 22h50. **FBI.** Série. 3 épisodes.

NRJ12

21h10. **Fan des années 80.** Divertissement. Année 1982. Année 1989. 22h55. **Fan des années 80.** Divertissement.

C6

21h10. **Mongeville.** Série. Le point de l'angoisse. Avec Francis Perrin, Pierre Aussedat. 22h55. **Mongeville.** Série.

TFX

21h05. **Appels d'urgence.** Magazine. Incendies, accidents, noyades : interventions périlleuses pour les pompiers de l'Arèche. 22h10. **Appels d'urgence.** Magazine.

CSTAR

21h10. **Dans le cœur des Français.** Documentaire. Christian Clavier : des bronzés au bon dieu, 50 ans de rire. 23h05. **Dans le cœur des Français.** Documentaire.

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. **Le mytho - Just go with it.** Comédie. Avec Jennifer Aniston, Adam Sandler. 23h05. **Les experts : Miami.**

CETV

21h10. **Kamelott.** Série. Avec Alexandre Astier, Franck Pottot. 22h45. **Kamelott.** Série.

CHÉRIE 26

21h05. **Crimes.** Documentaire. Frayeur dans les Hauts-de-France. 22h50. **Crimes.**

RMC STORY

21h10. **Enquêtes mystérieuses.** Documentaire. Kheops, Ovnis, Joconde. 22h25. **Enquêtes mystérieuses.** Documentaire.

LCP

20h30. **Débatdoc.** Documentaire. Massacres oubliés mémoires retrouvées. 21h30. **Débatdoc - Le débat.**



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL, au capital
de 23 243 600 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valotene

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spécial), Frédéric
Beziaud (préresse),
Laura Bretton (VO), Gilles
Diers (pilotes web),
Christian Lossion
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (J.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yosm Duvail (femmes),
Mathieu Ecoiffier (idées),
Guillaume Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camille Papiant (actu),
Didier Péron (nature)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 344 €
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@libération.fr

PETITES ANNONCES
& CARNET
10 bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teammedia.fr

IMPRESSION
Midt Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA France

Imprimé en France

ACPM
Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI 37/01

Indicateur
d'écoblanchiment :
FTot 0,009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initial@
premon.com@libération.fr

SUDOKU 5360 MOYEN

6	8		5	2	3		
	7		8	3		1	5
9			7			8	
3	4		7			2	9
5		2	9			3	
	9		8		4	5	1
							8
6	1		4	8	7		
		7	6	2		9	

SUDOKU 5360 DIFFICILE

	6		7	9			
				2	8	4	
		4		6			
2				4	1	3	7
4			3				5
6	3						2
			2	9			
	9	8	3				
			1	9		3	6



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

6	8	7	3	2	4	5	9	1
5	9	2	6	7	1	8	3	4
1	3	4	5	8	6	2	7	
8	6	5	9	4	2	1	7	6
7	4	1	8	3	6	5	2	
9	2	8	7	1	5	3	4	6
8	1	3	2	5	7	4	6	9
2	5	6	4	9	8	7	1	3
4	7	9	1	6	3	2	8	5

DIFFICILE

3	8	7	3	2	4	6	9	5
6	4	5	3	7	9	8	1	2
2	9	1	5	8	3	4	7	
5	1	2	7	3	8	4	6	9
3	6	4	2	9	5	7	8	1
8	7	9	4	6	1	5	2	3
4	2	7	6	1	3	9	5	8
5	3	8	4	2	1	7	6	
1	6	6	9	5	7	2	3	4

Faites un don à Libé

➤ Soutenez le travail exigeant
de 220 journalistes engagés
et indépendants

➤ Défendez la liberté de
la presse et son rôle dans
le débat démocratique

➤ Participez activement
à la transformation de la presse
à l'ère du numérique



Je souhaite
faire un don par
carte bancaire,
chèque ou
PayPal :

liberation.fr/don

L'association Presse et Pluralisme
vous permet d'effectuer un don à Libération
et de bénéficier d'une **déduction d'impôt**
égale à 66% du montant versé (dans la limite
de 20% de votre revenu imposable).

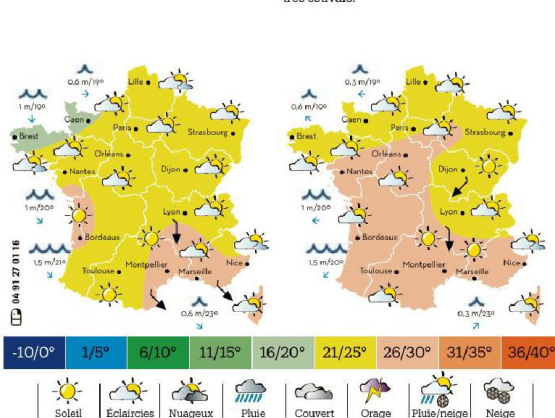
Vous avez la possibilité d'effectuer un don
ponctuel ou mensuel via un **paiement
sécurisé** par carte bancaire, par chèque
ou par PayPal.

Presse et Pluralisme émettra un reçu fiscal
et vous l'enverra afin que vous puissiez
bénéficier de la déduction d'impôt.

LUNDI 26

Le temps calme revient.
Après la fraîcheur et les brumes
du matin, le soleil s'impose malgré
quelques orages en montagne.
EN SOIRÉE Temps calme et agréable.

10/0° 1/5° 6/10° 11/15° 16/20° 21/25° 26/30° 31/35° 36/40°



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	13	21	Lyon	14	23	Alger	25	29
Caen	13	22	Bordeaux	13	25	Berlin	14	25
Brest	16	20	Toulouse	16	24	Bruxelles	13	21
Nantes	11	22	Montpellier	19	31	Jérusalem	23	31
Paris	13	22	Marseille	20	30	Londres	13	21
Strasbourg	13	23	Nice	23	28	Madrid	22	33
Dijon	13	22	Ajaccio	23	29	New York	19	26

IDÉES/



Arrivée du NFP pour les «consultations» à l'Élysée, vendredi. PHOTO STÉPHANE DUBROUCEL, HANS LUCAS

NFP-Renaissance: les impôts, un désaccord insurmontable

Les deux forces politiques divergent sur un point fondamental : augmenter ou ne pas augmenter les prélèvements obligatoires, rappellent les économistes Anne-Laure Delatte et Elise Huillery.

Après sept semaines d'attente, alors que la désignation d'un ou d'une Premier-e ministre est imminente, la question d'un accord de gouvernement entre le Nouveau Front populaire (LFI, PS, PCF, Ecologistes) et la coalition présidentielle Ensemble pour la République (EPR) anime les conversations des différentes universités d'été. En effet, certains se désespèrent de ne pas voir les deux camps trouver un terrain d'entente. Le NFP affirme la nécessité de redonner aux pouvoirs publics tous les moyens nécessaires pour des systèmes de santé et d'éducation de grande qualité et des infrastructures performantes, et pour accélérer le verdissement des modes de production et de consommation. Or, les macronistes ne disent pas qu'ils se fichent de la santé, de l'éducation, et de l'environnement. Au contraire, nous pou-

sons tranquillement partir du principe que les objectifs des groupes EPR et NFP sont proches, à savoir construire un monde à la fois prospère et durable en s'appuyant sur les services publics et des investissements en faveur de l'écologie. Mais alors, pourquoi un accord de gouvernement entre les deux camps ne serait-il pas possible ? La raison est que ces deux forces politiques divergent sur un point fondamental : augmenter ou ne pas augmenter les prélèvements obligatoires. Aucun accord de gouvernement ne peut s'établir car, des deux côtés, la question des prélèvements conditionne tout le reste.

POLITIQUE DE L'OFFRE ET DÉFICIT PUBLIC

Depuis 2017, la philosophie du gouvernement repose sur l'idée que la baisse des prélèvements favorise la croissance écono-

mique dont les dividendes devraient profiter à tous et financer les investissements d'avenir. C'est la définition d'une politique de l'offre chimiquement pure : baisser les prélèvements obligatoires des entreprises et des gros patrimoines leur permettrait d'augmenter l'investissement, de créer des activités, de l'emploi et des revenus, et ce à tous les éta-



DR



DR

Par **ANNE-LAURE DELATTE** Directrice de recherches au CNRS et **ELISE HUIILLERY** Professeure à Dauphine-PSL

ges de la société. Cette mécanique produirait naturellement des ressources supplémentaires pour les pouvoirs publics : moins de dépenses sociales d'une part (grâce à l'augmentation de l'activité et des revenus) et plus de recettes fiscales d'autre part (encore grâce à l'augmentation de l'activité et des revenus). Ainsi énoncée, la politique d'offre est logique et convaincante, si convaincante qu'après sept ans de mise en œuvre le parti présidentiel n'en démontre pas : Gérard Darmanin par exemple, persiste et signe en déclarant, selon *les Echos*, ne pas être favorable à une remise en cause de la politique de l'offre.

Pourtant, depuis 2017, nous avons eu le temps de constater que les choses ne se passent pas ainsi. Certes, le chômage est actuellement bas, mais selon l'Insee, le taux de pauvreté a augmenté à 14,6 % en 2022, contre 13,8 % en 2017, et le taux de privation matérielle et sociale atteint 13,1 % en 2023, son niveau le plus élevé en dix ans. Le ruissellement n'a donc pas lieu, les besoins en dépenses sociales ne diminuent pas, et les recettes fiscales n'augmentent pas suffisamment au point qu'il manque aujourd'hui, toujours selon l'Insee, près de 60 milliards d'euros par an de recettes par rapport à 2017. Par conséquent, la politique de l'offre est responsable d'un sérieux creusement du déficit public : la France affiche un déficit budgétaire de 5,5 % du PIB qui la classe parmi les pays européens les plus déficitaires et nous vaut une procédure de déficit excessif par la Commission européenne. Les services publics s'en trouvent appauvris, le manque d'enseignants et de personnel à l'hôpital se fait durement ressentir, et la France est en déficit d'investissement écologique.

ON NE PEUT RIEN FAIRE SANS HAUSSE D'IMPÔTS

Au contraire, la logique du NFP repose sur l'idée que l'augmentation des prélèvements obligatoires permettra d'effectuer les investissements d'avenir nécessaires au bien-être collectif sans créer d'endettement. La logique est inversée : ce n'est pas l'enrichissement des plus riches qui est censé ruisseler et produire des ressources publiques, mais les ressources publiques qui sont censées créer de la prospérité verte et partagée. La critique, selon laquelle une hausse de la fiscalité serait confiscatoire et ralentirait la croissance n'est pas fondée, et ce grâce à l'effet multi-

plicateur des investissements publics et la source des recettes. Premièrement, investir dans l'éducation et dans la santé, c'est augmenter les qualifications et les capacités productives de demain; tout comme investir dans la transition écologique, c'est éviter des chocs extrêmes qui mettront l'économie et le bien-être en grande tension. Secondement, la stratégie portée par Lucie Castets consiste à prélever des ressources là où elles sont le moins utiles: les ultra-riches et les multinationales dont l'accumulation des richesses n'a pas l'effet d'entraînement espéré, les niches fiscales ayant eu un effet très limité sur l'emploi (CIR, entre autres), ou encore les allègements de cotisations sociales dont l'efficacité n'a pas été démontrée au-delà d'un certain niveau de salaire. C'est une stratégie fiscale sérieuse d'un point de vue macroéconomique, contrairement à la politique d'offre conduite depuis 2017. Augmenter les prélèvements est donc la première étape indispensable de la politique du NFP. Rien que pour le climat, le rapport Mahfouz-Pisani préconise une augmentation de l'investissement public de 30 milliards d'euros. Il faut avoir le courage de dire qu'on ne pourra rien faire sans hausse d'impôts, mais qu'heureusement cela n'implique pas de perte de bien-être collectif, tout au contraire.

LE DOGME EN TRAIN DE SE FISSURER

Un accord de gouvernement entre le NFP et le parti présidentiel ne sera donc pas possible tant que le camp présidentiel n'aura pas changé son fusil d'épaule. D'ailleurs, il se pourrait que le dogme de la politique de l'offre soit en train de se fissurer au sein d'EPR, comme en témoigne la lettre envoyée aux groupes parlementaires par Gabriel Attal et Stéphane Séjourné évoquant un impôt sur la fortune vert, des conditionnalités aux aides aux entreprises, et la taxation des superprofits. Ces ouvertures ne changent pas la donne pour la formation d'un gouvernement: elles sont plutôt de bonnes bases pour entamer les discussions parlementaires du budget, dans une optique de négociation mesure par mesure avec les différentes formations politiques. C'est une bonne nouvelle pour la démocratie, et la véritable alternative au mythe d'un accord de gouvernement entre deux visions du monde trop différentes. ◆

Jeux paralympiques: rendre le sport plus accessible aux personnes malentendantes

Alors que 10% de la population est concernée par les surdités, des associations, des élus et des sportifs exhortent fédérations et clubs à s'équiper et à se former pour une meilleure inclusion des enfants sourds et malentendants.

Le sport est un puissant vecteur de sociabilisation, offrant de nombreux bienfaits physiques et mentaux tout en favorisant l'intégration sociale. Alors que les Jeux olympiques et paralympiques mettent en lumière l'importance de l'inclusion des personnes en situation de handicap, il est urgent de repenser notre approche pour intégrer pleinement les personnes sourdes, malentendantes ou sourdaveugles dans le monde du sport amateur, qu'elles se reconnaissent, ou pas, en situation de handicap.

Trop de barrières dans la communication

L'inclusivité dans le sport est un principe essentiel qui doit être promu à tous les niveaux, des clubs amateurs aux compétitions internationales. Pourtant, une grande disparité persiste: trop souvent, les personnes sourdes ou malentendantes se heurtent à des barrières considérables. Elles rencontrent des difficultés pour accéder aux informations importantes, comme les consignes de jeu et les stratégies d'équipe, en raison de la prédominance des signaux sonores et des instructions verbales. Dans les sports collectifs, où la communication rapide et efficace est cruciale, ces obstacles peuvent les empêcher de participer plei-

nement et de profiter des mêmes opportunités que les personnes entendant. De plus, les clubs sportifs ne sont pas toujours équipés ni formés pour accueillir ces personnes de manière adéquate, ce qui renforce leur sentiment d'exclusion et limite leur engagement sportif.

Des performances remarquables

Les personnes sourdes ou malentendantes ont pourtant prouvé qu'elles sont tout aussi capables en développant des stratégies de communication singulières. De nombreux athlètes malentendants concourent avec succès aux Jeux olympiques réguliers, montrant que leur handicap ne les empêche pas de réaliser des performances remarquables. Cependant, dans les clubs amateurs, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour assurer une véritable inclusion à tous les âges de la vie, enfants, adultes et seniors. Pour cela, il est urgent de former les fédérations et les clubs à l'accueil des personnes sourdes ou malentendantes, quel que soit leur type de surdité. Quelques aménagements peuvent transformer leur expérience sportive: répertorier les aides techniques disponibles, former les entraîneurs à la communication avec les per-

L'inclusion des personnes sourdes et malentendantes dans le sport est une question de justice et de reconnaissance de leurs talents et de leur potentiel.

sonnes sourdes et utiliser des dispositifs adaptés. Ces mesures simples mais efficaces peuvent grandement améliorer l'accessibilité des activités sportives. Les fédérations et les clubs doivent également intensifier leurs efforts de communication dans les territoires, partout en France, pour promouvoir l'accueil des jeunes sourds ou malentendants dans les clubs. Chaque enfant ou adolescent sourd a le droit de pratiquer le sport de son choix, et il est de notre devoir moral, éthique de leur offrir les moyens nécessaires pour le faire. Des solutions existent déjà pour rendre le sport accessible à d'autres types de handicaps. Il est temps de mettre en place des dispositifs similaires pour

les personnes sourdes ou malentendantes. En France, le nombre de personnes concernées par les surdités, soit 10 % de la population, justifie pleinement l'élaboration de mesures spécifiques pour ce public. Le programme Club inclusif et l'outil Trouve ton paraspport portés par la Comité paralympique et sportif français (CPSF) sont des initiatives allant dans la bonne direction, mais nous pouvons aller encore plus loin.

Changer les mentalités pour une intégration

L'investissement des fédérations sportives et des clubs est primordial: une campagne de communication et de sensibilisation sur l'inclusion des personnes sourdes dans le sport est nécessaire pour changer les mentalités et encourager une véritable intégration. Les dispositifs adaptés existent déjà; ils doivent être déployés largement pour qu'ils profitent à tous. L'inclusion des personnes sourdes et malentendantes dans le sport est non seulement une question de justice, mais aussi de reconnaissance de leurs talents et de leur potentiel. En tant que société, nous avons la responsabilité de garantir que chacun ait accès aux mêmes opportunités, quelle que soit sa différence. ◆

Par **LA FONDATION POUR L'AUDITION** et **UNANIMES**

La Fondation pour l'audition est depuis 2015 reconnue d'utilité publique et œuvre au quotidien pour faire avancer la cause de la santé auditive (fondationpourl'audition.org) **Unanimes** est une association de représentation des personnes sourdes, malentendantes et sourdaveugles et de leurs familles (unanimes.fr)

Les premiers signataires, députés, associations, professionnels et personnalités qui soutiennent la tribune: Philippe Fait député du Pas-de-Calais **Pierre Rabadan** adjoint à la maire de Paris, chargé du sport, des Jeux olympiques et paralympiques et de la Seine **François Gernigon** député du Maine-et-Loire **Sandrine Chaix** vice-présidente déléguée à l'action sociale et au handicap, région Auvergne-Rhône-Alpes **Manon Haab** sportive haut niveau à la Fédération française handisport **Pauline Leynier** porteuse de la flamme olympique...

Liste complète sur Libération.fr



Ici, à Chichén Itzá, ancienne ville maya, au Mexique en mars. PHOTO ISABELLE SOURIMONT/ HANS LUCAS

Le surtourisme est une colonisation des lieux

Dans son ouvrage «Dévorer le monde. Voyage, capitalisme et domination», l'anthropologue revient sur notre rapport à l'ailleurs ainsi que sur les conséquences économiques, écologiques et sociales du tourisme.

Aude Vidal l'assume, elle est une grande voyageuse. Pour son travail bien sûr, mais aussi pour son plaisir personnel. Des temples de Kyoto aux îles indonésiennes, en passant par Amsterdam ou Portland, l'anthropologue a arpenté le monde de manière avide. A priori surprenant pour une autrice qui martèle, dans son nouvel ouvrage, que le tourisme contribue à l'accroissement des inégalités économiques et la destruction des environnements.

Mais l'autrice assure ne pas chercher à y juger les voyageurs et leur vertu, ni à faire une critique aveugle du surtourisme. Mais à se poser la question de la place et de l'impact de cette activité dans notre économie et à montrer comment les touristes laissent leur empreinte culturelle, parfois néfaste, sur les lieux qu'ils visitent. Mélange de souve-

nirs, de reportages et de travaux de recherche, Aude Vidal décrit le voyage comme «une colonisation des lieux de vie, qui privilégie les désirs les plus fous des uns-les autres des besoins les plus basiques des autres».

Si le voyage est généralement assez peu critiqué dans nos sociétés, contrairement au surtourisme, c'est la faute à l'empreinte laissée, dans nos imaginaires, des aventuriers partis aux quatre coins du monde. Ainsi, «il est

toujours plus acceptable de parler de son voyage au Bhoutan que d'exhiber une grosse montre à 10 000 euros», plaisante Aude Vidal. Pourtant, les deux sont des formes de positionnement social. Le voyageur, lui, se déculpabilise : «Le touriste, c'est toujours l'autre. Moi, je voyage», rappelle l'anthropologue Jean-Didier Urbain, cité dans l'ouvrage.

L'AUTHENTICITÉ

Issue de la critique radicale, Aude Vidal cherche à déconstruire les représentations formées autour du secteur. «Sur les dangers de la critique du surtourisme, c'est quelle véhicule une vision aristocratique du voyage, qui vomit sur des touristes trop nombreux», résume l'anthropologue. Cela reviendrait donc à réduire le nombre de voyageurs pour réserver ce luxe aux plus riches. Le tourisme est, de fait, déjà une affaire

des plus aisés, comme le démontre Aude Vidal, en reprenant une étude sur l'augmentation du trafic aérien français, menée par les sociologues Yoann Demoli et Jeanne Subtil. Ces derniers expliquent qu'entre 1974 à 2008, il y a eu «une intensification de la mobilité des voyages plus que des voyageurs». Une énigme preuve pour Aude Vidal de la nécessité de «s'attaquer aux inégalités qui minent

nos sociétés» plutôt que de taxer l'aviation. Références et rempli d'exemples, le livre

énumère toutes les contradictions du voyage. A commencer par le premier : le voyageur cherche ce qu'il détruit, l'authenticité. Cette quête de nouveauté conduit certains à se tourner vers des lieux plus insolites, voire morbides, ce qui a fait naître le «dark tourism», tourisme de désolation. Lieu de torture des opposants aux Khmers rouges, camps de concentration ou forêt contaminée de Tchernobyl, la pratique n'est pas nouvelle, mais a connu un regain de popularité avec la série Netflix *Dark Tourist* en 2018.

Et cette activité s'auto-alimente avec le changement climatique. Le touriste cherche à se rendre aux Maldives avant que l'archipel ne soit englouti sous les eaux, et accélère donc la catastrophe, car les transports touristiques sont responsables de 5 % des émissions de gaz à effet de serre (étude de Lau-

rent Castaignède, 2019). Même constat avec le mal-logement : il est alimenté notamment par la recrudescence des locations touristiques sous Airbnb, ce qui pousse les mal-logés à voyager ailleurs pour se changer d'air.

DRAGONS DE KOMODO

Pour des raisons écologiques, sociales et économiques, le tourisme modifie aussi les milieux. Sur l'île de Komodo, en Indonésie, la fréquentation excessive des voyageurs venus observer les fameux dragons a causé du stress chez ces animaux, réduisant leur taille. En réaction, les autorités nationales ont pris la décision de déplacer la population autochtone locale pour protéger les animaux. Dans de nombreuses régions «mises en tourisme», les populations n'ont pas d'autres choix que de se tourner vers l'économie du voyage, bien plus lucrative que l'agriculture, comme à Pornic, sur la côte atlantique française, où 116 hectares ont été artificialisés pour les besoins du tourisme.

Dans les pays du sud, des économies entières se construisent autour du tourisme, ce qui entraîne pour Aude Vidal «une nouvelle forme de colonialisme». Ce sont surtout «des gens blancs, en bonne santé et avec un bon capital» qui voyagent. Et dans les pays visités, comme dans la région mexicaine du Yucatán, le personnel est distribué

selon sa couleur de peau : plus elle est sombre, moins il sera en contact avec la clientèle. Ce colonialisme touristique se «verdit» également, rapporte l'autrice, en faisant référence aux travaux de l'historien Guillaume Blanc : des touristes états-unien s'insurgent ainsi du manque de recyclage des bouteilles en plastique lors d'un voyage en Éthiopie... où ils se sont rendus en avion !

A la domination Nord-Sud, s'ajoute celle du genre. Selon la lecture éco-féministe adoptée ici par Aude Vidal, le touriste cherche non seulement à s'approprier la terre qu'il visite, comme quand on grave son nom sur une poutre d'une auberge de jeunesse, mais aussi le corps de la femme autochtone. «Les femmes, comme la terre, sont des objets de conquête, et la virginité est un motif supplémentaire de désir.» Evidemment, les dominations se superposent dans le tourisme sexuel où les femmes sont doublement autres, parce que femmes et «indigènes».

Alors que faire ? Dans sa conclusion, Aude Vidal explore des pistes de décolonisation du tourisme de ses collègues. Comme elle le rapporte, le géographe Rémy Knafo, auteur de *Réinventer le tourisme. Sauver nos vacances sans détruire le monde* (éditions du Faubourg, 2021), propose des solutions plus ou moins originales, comme la modulation du prix de l'avion selon la durée du séjour (plus le séjour est long, moins le billet est cher) ou une file d'attente différenciée au Louvre pour les touristes venus photographier la Joconde et pour les vrais amateurs d'art. Aude Vidal, prudente, estime qu'il faut d'abord s'attaquer à réduire les inégalités en amont, car il est difficile de freiner les envies d'évasion de la population, dans une société qui pousse de plus en plus à la consommation de l'ailleurs.

NOË MEGLER



AUDE VIDAL
**DÉVORER
LE MONDE. VOYAGE,
CAPITALISME
ET DOMINATION**
Payot, à paraître
le 18 septembre

IDÉES/



MÉDIATQUES

Par
DANIEL SCHNEIDERMAN

Moi, c'est simple, je lis plus rien

Trop le cafard, toutes ces guerres, ces massacres. Dix minutes d'Instagram par jour, c'est tout. Surtout les chats. Ça me fait du bien. Feta ou mozza avec les tomates ?

De toute façon, il ne la nommera jamais. Je prends les paris. Tu penses bien, c'est joué d'avance. Le président des super riches. Moi, c'est simple, je lis plus rien. Pas ouvert un journal ni la radio depuis les élections et les JO. Trop le cafard, toutes ces guerres, ces massacres. Dix minutes d'Instagram par jour, c'est tout. Surtout les chats. Ça me fait du bien, les vidéos de chats.

Oui, oui, appelle ça « régression », si tu veux. Juste la cérémonie d'ouverture. Ah Léon Marchand, j'ai vu aussi. Porte bien le costume. Feta ou mozza avec les tomates ? Hier soir, on a déjà fait mozza. Et la sportive hollandaise avec le tchador, j'ai vu passer aussi. Pas un tchador, c'est une burqa. Mais non, un hijab. Ah je sais jamais la différence. Moi, je trouve que Sophia Aram a raison, on a quand même le droit de rigoler avec ça. Moi, non. Moi, je dirais plutôt feta. Tiens le magnat de la tech, le milliardaire, ils ont retrouvé le corps. C'est les meubles qui l'ont coincé dans sa cabine. Quand même, les super riches. Il paraît que les Dassault, ils se détestent tous. Ils ne se disent jamais « je t'aime » entre pères et fils. Je lis plus rien sauf les feuilletons du *Monde* sur les successions des milliardaires. J'adore quand ils se détestent vraiment, comme dans la vraie série. Les Leclerc des hypermarchés, un peu déçu, ils se détestent pas vraiment. Tu crois qu'ils vont faire la succession Delon, l'été prochain ? Haha ! Quand même ce naufrage du yacht, c'est bizarre. Le gars venait d'être acquitté d'un procès pour escroquerie. Tu sais qu'il y a déjà des rumeurs complotistes ? J'ai vu ça sur des forums. Incroyable qu'on ne connaisse pas le nom du cuisinier disparu lui aussi. C'était peut-être un clandestin. Les super riches, tu crois qu'ils se gênent ? En plus l'associé du magnat, deux jours avant, il était renversé par une voiture. Sans être complotiste, je remarque, c'est tout. Celui qui

doit être bien tranquille maintenant, c'est Delon. Il paraît que le chien a aussi signé le communiqué, avec les enfants. Je l'ai vu passer sur Internet. Et alors, pourquoi pas le chien ?

Les reportages sur le surtourisme, là, j'ai lu. Personne n'en peut plus, même dans les îles grecques. T'as vu les incendies en Grèce ? On n'y arrivera jamais, avec le bilan carbone du surtourisme. Mais, ça n'a rien à voir. Si, indirectement, réfléchis. Ici aussi, ces cyclistes casqués dans le village toute la journée franchement, on n'en peut plus. Et les ânes ! D'où ils les sortent, tous ces ânes ? Nous aussi, on l'a chez nous, le surtourisme. Arrête, au moins c'est du tourisme local, bon pour le bilan carbone. Moins chaud qu'hier quand même. Attends, il paraît même qu'ils détournent l'eau de la Loire pour le tourisme en Ardèche. Oui, mais il faut finir la mozza, sinon, elle va tourner. Moi, les tomates, je dis franchement, j'en peux plus.

Qu'est-ce qu'on s'en fout, du chien de Delon ! Franchement, ils n'ont rien d'autre à raconter, les médias ? Et tout ce qui se passe à Gaza, pourquoi ils en parlent jamais ?

Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi dès que t'es super riche, t'achètes forcément un bateau. C'est surtout des emmerdements un bateau. On est quand même plus heureux ici. Après, ils le louent à l'année, comme l'apicie, ils s'y retrouvent, c'est un investissement. Où tu voudrais qu'ils aillent pour être seuls, les super riches ?

Quand t'y réfléchis bien, t'as que le bateau. Heureusement que Lucie Castrets va les taxer. Comment on prononce, déjà ? Moi, je dis « Casté », c'est plus simple. Laisse-moi rire, il va s'arranger pour pas la nommer, je prends le pari. Un pur scandale.

Delon au moins, tu diras ce que tu voudras, mais il avait du cœur, avec son chien. Je peux poser une question ? Attention, c'est naïf. C'est quand t'es super riche, que forcément tu n'as plus de cœur, ou tu arrives à devenir super riche parce que t'as pas de cœur ? Qu'est-ce qu'on s'en fout, du chien de Delon ! Franchement, ils n'ont rien d'autre à raconter, les médias ? Et tout ce qui se passe à Gaza, pourquoi ils en parlent jamais ? Je vous arrête, finalement Loubo ne va pas être euthanasié, je viens de le voir sur Insta. C'est qui « Loubo » ? C'est le chien de Delon, haha ! Je vous ai bien eus ! Ah OK et à propos, qu'est-ce qui se passe, à Gaza ? ◆

SIGNÉ COCO



CULTURE/

Par
OLIVIER LAMM
Photo **EMMA BIRSKI**

Kali Malone nous a donné rendez-vous dans une église. Celle du Saint-Esprit de Paris, sise à deux pas de Daumesnil (XII^e arrondissement), où la compositrice et organiste américaine travaille en vue des deux concerts qu'elle y donnera les 2 et 3 septembre. Mais une fois terminée la session photo, et la visite du déambulateur où se niche la console de l'orgue, Malone nous enjoint à prendre la poudre d'escampette pour l'entretien – et aller s'installer dans un café à proximité. Loin d'elle l'idée de nous subjuguer par l'atmosphère spirituelle de l'édifice, monumentale bâtisse en béton dont on conseille en passant la visite aux Parisiens qui n'y seraient jamais entrés.

Les églises, l'Américaine n'y travaille et ne s'y produit que pour l'instrument qu'elle a fait central dans son œuvre, et qu'on y trouve traditionnellement. Elle a beau être à l'avant-poste du renouveau de la musique composée pour le plus imposant des instruments à vent, elle est une artiste profondément profane, très peu intéressée par la mystique et la piété qu'on associe par réflexe à la musique créée pour lui à travers les siècles de domination culturelle de la chrétienté en Occident. «Les églises n'ont jamais fait partie de ma vie. En grandissant, j'ai beaucoup pratiqué la musique classique et romantique. Quand j'ai commencé à travailler avec l'orgue, ça n'était pas dans des églises. C'était à l'Ecole royale supérieure de musique de Stockholm. Le département orgue avait plusieurs salles de répétition équipées de petits orgues à tuyaux. J'ai eu cette idée d'exploiter le timbre de l'instrument tel qu'on le ressent quand on en est extrêmement proche, dans toute sa granularité – une idée qui vient de mon background électro-acoustique. Ce n'est qu'après plusieurs années, bien après que j'ai sorti mes premiers enregistrements de musique pour orgue, que j'ai eu l'occasion de jouer sur un orgue d'église. C'était en 2017, je crois, et j'ai été stupéfaite de la différence de son. J'ai été forcée d'écouter.»

«PERSPECTIVE POÉTIQUE»

L'orgue est ancestral. Plus de 2000 ans d'âge si l'on se réfère à la définition d'un instrument à vent dont les notes sont produites par le biais d'une soufflerie. Grecs et Romains animaient l'orgue hydraulique grâce à l'air soufflé via une pompe actionnée par le mouvement de l'eau, avant que les ancê-

KALI MALONE

Un appétit d'orgue

L'ultra-inventive organiste et compositrice américaine, à l'avant-garde d'un nouveau répertoire pour l'instrument, veut le libérer de l'austérité du sacré. Elle se produit deux soirs à Paris en septembre.

tres de l'orgue de Barbarie ne s'imposent dans les cirques et théâtres, au dam des chrétiens qui percevaient sans doute le pouvoir de suggestion tout particulier de leur musique impalpable. Ce n'est qu'au XII^e siècle que l'orgue a trouvé sa place dans les églises et a entamé sa mue pour s'insérer pleinement dans la liturgie et prendre part à l'ère de révolutions musicales suscitées par l'essor de la chrétienté, les compositeurs à travers les siècles – des anonymes derrière le *Codex Faenza* au XVI^e siècle jusqu'à Bach – étant encouragés à développer tout ce que l'instrument peut communiquer de ferveur mais aussi d'intimidation sur les ouailles. Devenue indissociable des lieux de culte où elle s'est mise à résonner en priorité, la musique pour orgue s'est ensuite développée comme en parallèle du reste de la musique occidentale, la plupart des grandes voix du post-romantisme et du modernisme se tenant à l'écart de son aura religieuse... A l'exception de Messiaen bien sûr, et de Maurice Duruflé, mais dont les œuvres sont pro-

fondément religieuses – «j'aime voir ce que j'entends», dit un jour Duruflé pour évoquer son admiration des grands orgues décorés de la cathédrale de Rouen ou de Notre-Dame, où il avait fait ses classes d'organiste au côté de Louis Vierne, contemporain de Debussy ou Stravinsky perçu comme réactionnaire.

Une lignée avec laquelle Kali Malone ne revendique même pas d'opérer une rupture, mais dont elle porte quoi qu'on en pense un certain bagage esthétique et onirique – a fortiori quand elle se produit, comme Anna von Hausswolff, Claire M. Singer ou Ellen Arkbro, dans des églises et des temples. Provoquant à son corps défendant l'ire des intégristes. Quelques mois après l'annulation d'un concert de Von Hausswolff à Nantes, Malone a fait les frais en mai 2023 de l'activisme d'un groupe affilié à Civitas qui avait empêché la tenue d'un concert dans l'église Saint-Cornély, à Carnac dans le Morbihan.

L'Américaine, qui refuse résolument de se laisser embarquer dans les polémiques, ouvre pourtant malicieu-

sement *All Life Long*, son album paru à l'hiver, par une pièce chorale en italien, renvoyant directement aux polyphonies de la musique ancienne dont elle raffole, mais adaptant des mots du philosophe italien Giorgio Agamben, dans son livre *Profanations*, et dont la définition du «profane» ne saurait être plus explicite concernant sa musique: «*Profaner, c'est restituer à l'usage commun ce qui a été séparé dans la sphère du sacré.*»

Malone précise: «*Composer pour l'orgue est fun, notamment parce que l'instrument en est venu à inspirer cette autorité, et pour la manière dont cette autorité a été mise à profit dans l'histoire. Si on envisage l'orgue dans ce contexte, c'est de ça que je souhaite le libérer. Nous avons la chance de vivre à une époque où les artistes ont accès aux églises même en tant que compositeurs profanes, et jouer leur propre musique sans obligation de composer pour les messes. C'est heureux, parce que c'est un instrument qui offre tellement de possibilités. Ma musique n'en explore qu'une partie infime. Plus les*

musiciens y auront accès, plus les résultats créatifs de la musique pour orgue seront excitants. Pour autant, je suis consciente de l'histoire de violence et de domination que revêt l'instrument emblématique de l'Eglise. Je m'en amuse dans les titres





Kali Malone,
en juin à Paris.

dienne, et dont les expérimentations dans les sixties sur le carillon d'une église new-yorkaise ont influencé jusqu'au manitou de la drone music, La Monte Young. Mais là encore, Malone se considère comme profane, presque dissidente. *«S'il y a un lien, c'est dans l'usage de structures et de motifs dans la composition. J'ai une approche très structurelle de la musique, puis que je compose en établissant un ensemble de paramètres qui va servir d'architecture à la pièce. Mais c'est un fait qui caractérise autant les minimalistes que les compositeurs de polyphonies de la Renaissance, dont la musique, à bien des égards, est algorithmique.»*

UNIVERS FOURMILLANTS

Après des années de pratique intensive dans l'underground expérimental, c'est à la faveur d'une rencontre heureuse, en 2014, avec plusieurs jeunes compositeurs suédois, dont Ellen Arkbro, que Malone a trouvé sa voix. Arkbro sortait d'une formation en intonation juste auprès de La Monte Young et Marian Zazeela, et avait déjà entamé de composer pour l'orgue. Bientôt émi-grée à Stockholm avec trois sous en poche, Malone allait enchaîner les petits boulots – baby-sitter, serveuse dans un bar, ingénieure du son à Fylkingen, haut lieu autogéré de l'underground suédois – pour rejoindre le conservatoire et se frayer un chemin, entre musiques électro-acoustique et instrumentale. *«2014, 2015, c'est là que j'ai entendu de la musique contemporaine pour orgue pour la première fois, notamment celle composée par Ellen Arkbro, Isak Edberg et Marta Forsberg. J'ai été stupéfaite par la richesse des timbres et j'ai compris immédiatement le lien entre l'orgue et le son électronique. J'ai trouvé incroyable la manière dont ils transposaient leurs idées de composition sans s'encombrer du bagage culturel de l'orgue d'église. Il ne s'agissait que de spectre harmonique, de timbre, de densité, de durée.»* D'accordage, doit-on ajouter, tant Arkbro, et Malone à sa suite, ont mis à profit les possibilités offertes par les orgues, instruments aux architectures harmoniques antérieures à la gamme tempérée, qui est exclusivement utilisée en Occident depuis trois cents ans, d'explorer des univers harmoniques autrement riches et éloignés des conventions classiques européennes.

D'ailleurs, désigner la musique de Kali Malone comme «tonale» est plus qu'une inexactitude, une contradiction. Certes fondée sur des mélodies limpides, souvent concertées en canons, sa matière et sa dis-

semination dans le temps prescrivait des écoutes intenses et dépeignent des univers sonores fourmillants, instables, de longue portée. Devenue, à force de creuser son sillon, spécialiste de l'orgue dans toute sa diversité, Malone n'a pas hésité à voyager dans l'Europe pour élaborer au plus près de sa propre voix *All Life Long*, son disque le plus riche à ce jour après les déjà imposants *The Sacrificial Code* et *Does Spring Hide Its Joy* (ce dernier composé pour synthèse électronique, guitare et violoncelle). *«J'ai enregistré sur des orgues à Lausanne, Amsterdam, Göteborg, Stockholm et Malmö. Ne serait-ce que pour voir la manière dont ces pièces sonnaient selon les instruments. Je m'intéresse aux orgues anciens accordés selon le tempérament métonique, c'est-à-dire des accords très différents de la gamme tempérée. Ces instruments sont rares et chacun possède une voix propre, et j'ai besoin de comprendre l'esprit de chacun d'entre eux pour voir lequel fera le mieux chanter chaque composition. Je ne pense pas que la musique est plus belle dès lors qu'on utilise tel système d'accordage ou tel ensemble d'intervalles. L'accordage n'est qu'un outil parmi d'autres. Mais la musique d'un artiste peut devenir plus belle ou émouvante parce qu'il a trouvé ce qu'il avait à dire musicalement avec cet outil. C'est mon cas.»*

Les 2 et 3 septembre, à Saint-Esprit, Kali Malone interprétera ses œuvres pour orgue en duo avec Stephen O'Malley (de Sunn O))), devenu son compagnon de vie et de musique, en alternance avec le chœur Macadam Ensemble pour les pièces vocales, et l'ensemble de cuivres Opus 333. Comme sur le disque. Mais elle précise qu'un organiste expérimenté, muni de grandes mains, pourrait les interpréter seul. *«Pourtant, j'aime jouer ma musique en duo. Chacun peut se concentrer sur sa voix. C'est assez simple techniquement, mais l'esprit est soumis à rude épreuve, il faut compter dans sa tête en permanence, et si par hasard on s'égare, il faut calculer dans sa tête pour retrouver l'autre. Surtout, il y a ces moments où l'on se retrouve à jouer une note à l'unisson. Et si, par chance, l'attaque de la note est exactement la même, ça produit un moment miraculeux dont on peut être certain qu'il va marquer l'esprit. Devenir un souvenir émotionnel important. Pour les musiciens comme pour l'auditeur.»* A chacun son ravissement. ♦

KALI MALONE présente ALL LIFE LONG pour orgue, chœur et cuivres les 2 et 3 septembre, à l'église du Saint-Esprit (75012).

de mes chansons, depuis une perspective... poétique. Je ne vais pas avoir la main trop lourde, la musique n'est pas comme l'art conceptuel. Ce sont les émotions, idées et impressions de celui qui écoute qui comptent en premier.»

Où situer la musique de Kali Malone, dans la tradition et le paysage contemporain ? La modernité à l'origine des nouvelles écritures pour orgue provient sans doute, en partie, du minimalisme de Terry Riley, qui s'est approprié très tôt l'or-

gue électrique en même temps qu'il a institué à l'âge d'or hippie une manière de re-ritualisation de la musique. Ou de Charlemagne Palestine, figure de l'avant-garde américaine autant influencée par la musique liturgique juive que la musique in-

CULTURE/



Sainte Lydwine (2024) par Anna Solal. PHOTOS ELISE ORTIOU CAMPION, ADAGP

Anna Solal, gardienne de rebut

Au Frac Occitanie, l'artiste fait la synthèse dense et composite de ses obsessions et de ses anachronismes.

Dans la dernière salle de l'exposition d'Anna Solal, deux saintes se regardent en chien de faïence. L'une revenue du lointain Moyen Âge passa sa vie alitée après un accident de patinage, alternant les phases d'extase et d'abattement, dotée tantôt d'une grande beauté, affligée parfois d'une laideur insoutenable qui la faisait ressembler à une sardine séchée. «*Figure hardcore du catholicisme*» découverte dans un livre de Huysmans (dont le père de Solal est un grand spécialiste), sainte Lydwine de Schiedam s'offre à nous en position de gisant, dessinée avec la douceur du crayon de couleur mais perforée de pommeaux de douche – représentation sobre de la douleur selon Anna Solal qui, pour des raisons personnelles, en connaît un rayon sur le sujet. L'autre, icône autosacrificielle des temps modernes, a fait des réseaux sociaux son royaume. Elle s'appelle Amalia Ulman et s'est imposée dans le monde de l'art il y a dix ans en présentant une performance en trois actes visible sur Instagram, durant au passage sa communauté de followers. «*Elle poursuit le geste warholien et pousse plus loin encore cet enfer de la marchandisation en en faisant un truc mignon, mais son sanglot me semble réel*», commente sa contemporaine, figure du post-internet comme elle – même si

Anna Solal en propose une approche plus habitée.

«**Captcha.**» Au centre du tableau qu'elle consacre à sa consœur, la *it girl* de l'art contemporain apparaît ici en version réactualisée et cuculifiée de la *Jeune fille à la perle*, une culotte sur la tête, éblouie par le flash d'un selfie pris dans un miroir. En bas de la toile, on remarque une frise temporelle rouge autour de laquelle s'est enroulé un serpent et un prénom (biblique) presque effacé, Magdalena, inspiré «des captcha qui

certifient notre humanité».

Née en 1988, passée par l'école d'art La Cambre à Bruxelles, Anna Solal s'est fait connaître en redonnant vie à des objets sans qualité récoltés dans la grande poubelle de la surconsommation et de la fast fashion. Ecrans d'iPad brisés, semelles de baskets, chaînes de vélo, rebuts électroménagers, barrettes bon marché, qu'elle recoud à la manière d'une dentellière. Ces «*objets pauvres que j'essaie de réifier*» se tiennent prudemment loin de l'idée en vogue de réparation, raptée ces der-

nières années par les théoriciens et les activistes du décolonial. Ici, ils viennent surtout s'étoiler dans des œuvres murales qui font penser à des mandalas colorés, patients ouvrages de réclusion dont la symétrie évoque les tests de Rorschach et les obsessions de l'art brut.

A Montpellier, Solal présente également des tableaux plus récents et plus complexes encore : de grandes fresques qui combinent fonds peints, collages et dessins figuratifs (scènes de bastons et de banlieue, aussi bien que natures mortes à la

confiture de figures). Ces composites cyborg, augmentés d'objets rebuts chinés et recousus, peuvent, à raison, se contenter d'un sage accrochage linéaire tant chacune de ces fenêtres (ou de ces fenêtres dans des écrans, si l'on songe que les tableaux d'Anna Solal sont comme des écrans d'ordinateurs saturés d'onglets tous ouverts en même temps) est un monde en soi et fourmille de détails.

Rentrée de Bangkok il y a trois mois, d'où elle a rapporté d'autres matériaux mondialisés – collectés là-bas comme elle aurait pu le faire en banlieue parisienne –, Anna Solal a auparavant passé un an à la Villa Médicis, profitant des volumes de l'atelier d'Ingres et moins qu'elle ne l'aurait voulu de la vie romaine, en raison d'un long sevrage qui l'a laissée KO. Avec sa voix puissante, elle égrène les noms des pairs, proches ou lointains, avec lesquels elle fraye de longue date. Certains sont inattendus, loin de son univers plus baroque : le photographe américain Walker Evans par exemple, qui tira le portrait de l'Amérique durant la Grande Dépression, ou l'écrivain Jean Genet dont Anna Solal admire le *Journal du voleur*. Avec eux, Anna Solal partage un même goût pour les déclassés.

Novlangue. L'autre référence centrale, c'est Ernst Jünger, personnage pour le moins controversé mais dont la pensée écolo avant l'heure l'a touchée. Surtout, avec sa manière de ciseler le paysage, «*il a des visions plastiques très contemporaines, le rouge, les lézards qui font des hiéroglyphes, les abelles de verre*» estime Anna Solal qui en a intégré dans ses tableaux. Comme, encore, ce «*charnier de mains*» tout droit sorti de *Sur les falaises de marbre*, puissante allégorie qui annonçait l'avènement de la barbarie nazie, mais qu'Anna Solal vient ici rehausser d'innocentes mais non moins tragiques emballages de sucettes Chupa Chups. Les marques commerciales, venues envahir notre paysage visuel et notre imaginaire collectif, sont très présentes dans le travail d'Anna Solal : manière de signifier, comme le faisait un contemporain de Jünger également allemand, Victor Klemperer, qui racontait comment le nazisme s'était infiltré jusque dans la langue, que la novlangue capitaliste est en train de nous bouffer de l'intérieur.

CLAIRE MOULÈNE

Envoyée spéciale à Montpellier



Filtre Instagram I (2024).

ANNA SOLAL.
MILLE PROJECTILES jusqu'au
28 décembre au Frac Occitanie
Montpellier.

White River et Fleuve Mississippi (2022),
PHOTOS NICOLAS FLOC'H,
GALERIE MAUBERT, ADAGE

Nicolas Floc'h à Arles, apnée lumière

D'un voyage autour du fleuve Mississippi, le photographe hydrophile tire une exposition singulière, où se côtoient pièces monochromes et paysages en noir et blanc.

Nicolas Floc'h poursuit sa conquête du monde océanique. La dernière fois que *Libé* a pris le pouls de l'argonaute breton, photographe, sculpteur et marin-plongeur de 53 ans, il en était à immortaliser les paysages subaquatiques des côtes françaises. Des clichés en noir et blanc de jungles ou déserts aquatiques encore jamais vus de cet œil-là, loin des brochures touristiques et de l'imagerie tropicale flashy plus largement documentée avec ce qu'il faut de poissons, plongeurs, carcasses de bateau à gogo. En parallèle, l'artiste commençait de manière très concrète à capturer sous divers paliers de profondeur la couleur des océans au niveau de la zone «photique» – là où la lumière passe encore – donnant à voir de sublimes monochromes racontant le vivant. On pouvait croire à des peintures abstraites.

Nuancier. C'est donc face à de nouveaux et beaux monochromes accrochés telles des grilles évolutives – façon nuancier – ou en colonnes pour illustrer la descente en profondeur effectuée par le photographe, que l'on se retrouve dans l'exposition «Fleuves Océan». Le paysage de la couleur Mississippi aux Rencontres d'Arles. En 2022, l'artiste a sillonné le

bassin-versant du fleuve américain, capturant une nouvelle fois des paysages sous-marins à travers la couleur de leur eau. Ici à Minneapolis, l'eau teintée par les tanins des forêts du Nord, allant d'un jus orange à un rouge vif. Là, le Tygart Lake, lac artificiel de Virginie-Occidentale, d'une couleur verte due aux phytoplanctons qui font leur photosynthèse. Là encore, les roches blanches et brunes des Badlands, parc national du Dakota du Sud, qui donnent cet aspect laiteux à la White River. L'exposition n'est qu'un fragment de tout ce qu'il a relevé : 224 colonnes d'eau sur autant de sites couvrant 31 États. Selon la turbidité de l'eau – les matières qui la troublent –, Floc'h photographie une clarté bleue océanique tous les dix mètres jusqu'à 100 mètres ou bien s'adapte à l'épaisseur d'un flot rouge en prenant une photo tous les dix centimètres jusqu'à un mètre.

À la faveur de cette initiative d'esthète-biogiste confronté à l'organisation géographique des couleurs, Nicolas Floc'h sonde la planète par l'eau qui, en traversant les sols et se gorgeant de couleurs, se charge sur son chemin de plusieurs histoires, selon qu'elle traverse une exploitation agricole, pétrolière, une rivière atmosphérique (ce filament d'humidité dans l'atmosphère), une imposante forêt... La couleur de l'eau raconte les sédimentations naturelles et les érosions littorales, les transformations de territoires et l'impact du changement climatique sur l'écosystème. En regard de ces monochromes, Nicolas Floc'h a photographié, en noir et blanc et cette fois en surface, les parcs nationaux, les marécages,



les barrages, les maisons construites sur pilotis pour se prévenir de la montée des eaux.

Main. Ces images de paysages américains, tranchant avec celles de la grande tradition de la fin du XIX^e siècle, début XX^e, complètent le tableau d'un monde qui se raconte sur et sous sa surface. Comme on lirait le destin

d'un individu dans les lignes de sa main, le monde se lit dans la carnation de ses fleuves.
JÉRÉMY PIETTE

FLEUVES Océan. LE PAYSAGE DE LA COULEUR MISSISSIPPI de NICOLAS FLOC'H à la chapelle Saint-Martin du Méjan (Rencontres d'Arles), jusqu'au 29 septembre.



Van Sciver a grandi fauché. L'EMPLOYÉ DU MOI

«Maple Terrace» met le feu aux bourdes

La BD autobiographique de Noah Van Sciver mêle personnages savoureux et gaffes redoutables d'un préado du New Jersey.

Pour un auteur venu de l'underground et du comics autoproduit (le génial *Blanimo*, édité au milieu des années 2000), on pouvait ressentir une certaine frustration à ce que Noah Van Sciver, intouchable lorsqu'il donne vie à des personnages de fiction (*Faute Bukowski, le Bord du gouffre*) peine à frapper aussi fort avec ses récits autobiographiques. Une poignée

de titres morcelés de façon très aléatoire sur des publications aux formats dépareillés (*Mon aventure torride, Pour l'amour de l'art, 133 rue de l'arbre mort*), effectués de toute évidence sans la moindre contrainte ni pression mais manquant curieusement de substance. De petites histoires agréables, grinçantes, éparpillées au jugé et vite oubliées, malgré un talent évident pour l'autodépréciation, Van Sciver ne s'épargne absolument rien – physique ingrat, famille fauchée et dysfonctionnelle, inadaptation sociale maximale, humiliations publiques terminales. Série découverte sous forme de comics avant sa parution en album, *Maple Terrace* vient admirablement

corriger le tir, prolongeant le modèle – le dessinateur aborde comme toujours une courte période de son enfance, ici celle où, pré-ado dans une famille toujours aussi nombreuse et sans le sou du New Jersey, il découvre les comics de super-héros et plus précisément *Spawn* de Todd McFarlane – mais donnant au récit une ampleur inédite. Dans sa construction, enchevêtrement de gaffes atroces qui vont valoir au jeune Noah une succession de confrontations et menaces, qui se lit comme une version *white trash* et après des récits adolescents à la Stephen King. Dans son incarnation, avec une galerie de personnages qui réussit à prendre corps en trois répliques, là où aupa-

ravant on avait l'impression d'avoir à faire à une masse informe, grotesque et lointaine, malgré l'aspect pourtant très intime de l'affaire. Et surtout dans sa réalisation, Van Sciver donnant cette fois beaucoup plus d'espace et de respiration à ses catastrophes ordinaires. Les dernières planches où il met en scène une apocalypse au coin de la rue (anniversaire qui vire au fiasco sous l'orage, gâteau qui dégouline, cheval fou, apparition divine) sont, à ce titre, assez redoutables.

LELO JIMMY BATISTA

MAPLE TERRACE de NOAH VAN SCIVER, éditions L'Employé du Moi, traduit de l'anglais par Matthias Rozes, 120 pp., 18 euros.

REVENEZ-NOUS (5/8)

Dessiner en liberté

Reiser Avec le dessinateur de «Charlie Hebdo», mort en 1983, opposons la trivialité corrosive au conformisme résurgent et aux indignations permanentes.



Qu'aurais-tu dessiné, le 8 juillet, au lendemain du second tour des législatives? Une Marianne métissée et souriante, agitant un drapeau tricolore? Une Assemblée nationale repeinte en vert, rose et rouge par une femme hilaire, évidemment seins nus? Non, il est probable que tu aurais préféré croquer des députés RN s'enfilant à la queue leu leu avec cette légende: «Bon, on va rester entre nous puisque personne ne nous aime!» L'un de ces dessins craca comme tu les apprécies, avec des bites et des couilles, fidèle à ta devise: «Je dessine le pire parce que j'aime le beau.» Déjà en 1974, à la veille de la présidentielle (qui allait voir Giscard l'emporter sur Mitterrand), tu avais déclaré, toi, le communiste écolo pessimiste: «Si la gauche passe, je change de slip.» C'est ton style. La dérision par le trivial. Rire pour ne pas pleurer...

Reiser, tu es mort en 1983, il y a plus de quarante ans, et il n'y a plus guère que les «boomers» pour se souvenir de toi... Un sale cancer des os, à 42 ans. «Bon, ça t'aura évité de te faire descendre par les frères Kouachi», aurait dit, entre deux bouffées de cigare, ton pote Wolinski, autre amoureux des femmes, du vin

et de l'humour au vitriol. Mais 42 ans, c'était vraiment tôt pour partir quand on avait ton talent. D'autant que tes sujets de prédilection (côté pile) la bêtise, le racisme, l'enfance humiliée, les femmes violées, les côtés obscurs de la religion; ou (côté face) l'écologie, l'amour, la poésie, les animaux... sont plus que

LE PORTRAIT

jamais d'actualité. Quant à tes dessins: un Bidochon affirmant «travailler plus pour gagner moins: le miracle français» ou «Les Français confiants dans l'avenir: on va re-

voter comme des cons», on jurerait que tu les as faits lors de la dernière présidentielle. Tu n'aimais pas qu'on parle de toi. Je vais quand même le faire. Tu es né à Saint-Étienne en 1941 dans un milieu ouvrier. Une mère qui faisait des ménages, un père inconnu. On t'a longtemps traité de «bâtard», et même, avec tes yeux bleus, de «fils de Boche». A 15 ans, tu as dû arrêter le collège pour gagner ta vie. Grouillot à droite et à gauche, puis livreur chez le caviste Nicolas. Est-ce là que tu as croisé tes futurs personnages d'alcoolos prolos libidineux? Mais tu échappes à ce milieu très vite pour te consacrer à ta passion: le dessin. En 1960, tu participes à la création du mensuel *Hara-Kiri* avec

Cavanna, le Professeur Choron et Fred. Un magazine «bête et méchant», pour emmerder les bourgeois, fleurir de la culture underground des années 70. Il y aura aussi *Pilote* où tu collabores avec Gotlib, Alexis, Mézières et Mandryka ou *Action*, avec Siné et Wolinski. Puis le nouveau *Charlie* après l'interdiction de *Hara-Kiri* et sa une mythique «Bal tragique à Colombey, un mort» pour célébrer le décès de De Gaulle.

De ton œuvre abondante, on retient tes personnages: Gros Dégueulasse, bien sûr, l'archétype du beauf, mais aussi ces vieilles cathos acariâtres, ces ménagères à bigoudis, ces enfants vicieux, ces copines nymphes ou ces électeurs racistes et bas du front à une époque où ils votaient PCF ou UDR... Vingt-cinq ans de médiocrité française exposée à grands traits. Tous, à leur manière, touchants, drôles et tristes à la fois. Et terriblement incorrects. On se souvient de cette planche titrée: «Sept, le chiffre idéal pour violer une femme quand on est un nain.» Et d'expliquer: «Quatre qui la tiennent, un qui la viole, deux qui font le guet.» La page se terminant sur le rire gras des policiers recevant la plainte de la malheureuse: «Eh les gars, venez voir, y a Blanche Neige...» Tu vois, celle-là; tu n'aurais pas pu la publier aujourd'hui. A l'heure des réseaux sociaux, de la télé Bolloré et des indignations permanentes,

La situation politique générale étant assez désespérée, Libération ressuscite des personnalités françaises disparues pour qu'elles reprennent les choses en main.

tout le monde te serait tombé dessus. Toi-même, tu te serais sans doute rendu compte que le sujet ne pouvait plus être traité comme dans les années 70.

«Ce serait mal vu aujourd'hui de rire là-dessus. Les temps se sont alourdis, notait (déjà) en 2005 dans *Libé* Jean-Marc Parisot, ton biographe. Reiser a été une sorte d'éducateur à son époque. Au-delà de son humour, il y avait une critique sociale très forte dans ses planches. L'époque n'est plus à cela.» «Et pourtant, conclut-il, Reiser aimait les femmes, et s'est associé à tous leurs combats, pitule, avortement, égalité, sans jamais être militant. Son incroyable succès est d'abord dû aux femmes. Celles qui l'ont connu disaient que c'était un ange. Comme Wolinski, il a reconnu leur supériorité sur les hommes pour l'humour et la faculté d'adaptation.»

Militier sans être militant. Refuser de se prendre au sérieux... Cela aura toujours été ton credo. «Je me méfie de l'engagement politique», expliquais-tu en novembre 1981 à Bernard Pivot. Je ne suis pas un dessinateur engagé. En mai 1968, je n'ai rien fait. Je suis vaguement de gauche, car [et hop encore une pirouette] s'il y a moins de chômeurs, les gens auront un peu plus d'argent et pourront acheter un peu plus d'albans [Rires.] Evidemment, personne ne te croit quand tu dis ça.

Alors, aujourd'hui, que ferais-tu? Tes potes de *Charlie* ne sont plus là pour brocarder avec toi les aboyeurs de Mélenchon ou les petits marquis de la macronie. Mais avec ton regard bleu et ton air d'éternel adolescent, tu trouverais certainement des sujets à te mettre sous la dent. Comme il y a quarante ans, on continue à ingurgiter des tonnes de viande industrielle, «la télé nous rend [toujours aussi] cons», la famine et les guerres sont toujours d'actualité, et on a réussi à rendre la Terre invivable...

C'est là qu'on t'attend. Du côté des verts? Tendance L214 ou ZAD bien bordélique (pas sûr que Greta Thunberg soit ta tasse de thé). Visionnaire, tu avais eu à 15 ans la révélation des bienfaits de l'énergie solaire, expliquant (croquis à l'appui) les mystères de l'effet de serre, de la pyrolyse, de l'architecture alternative, des révolutions par le soleil ou des flux éoliens. Laisse tomber les pincesaux pour la truelle, tu avais même conçu ta propre maison solaire.

Voilà donc ton prochain combat, en espérant que tu ne cédes pas à ton côté sombre et nihiliste. Dessiner des fleurs, des lapins et des cerfs... Et bien sûr, on ne se refait pas, quelques sangliers qui sodomisent des chasseurs avec cette légende: «Tu as tué ma femme, tu la remplaces!» D'ailleurs si tu veux, on te propose de faire paraître tes prochains dessins dans le cahier été de *Libé*. Tu l'as bien fait en 1978 dans le *Monde*, avec la *Famille Oboulou en vacances*. Une série estivale interrompue le... 4 août devant la bronca des lecteurs et de la direction grognonneuse. Nous, on te promet qu'on te publiera jusqu'au bout! ➔

Par **FABRICE DROUZY**
Photo **AFP**